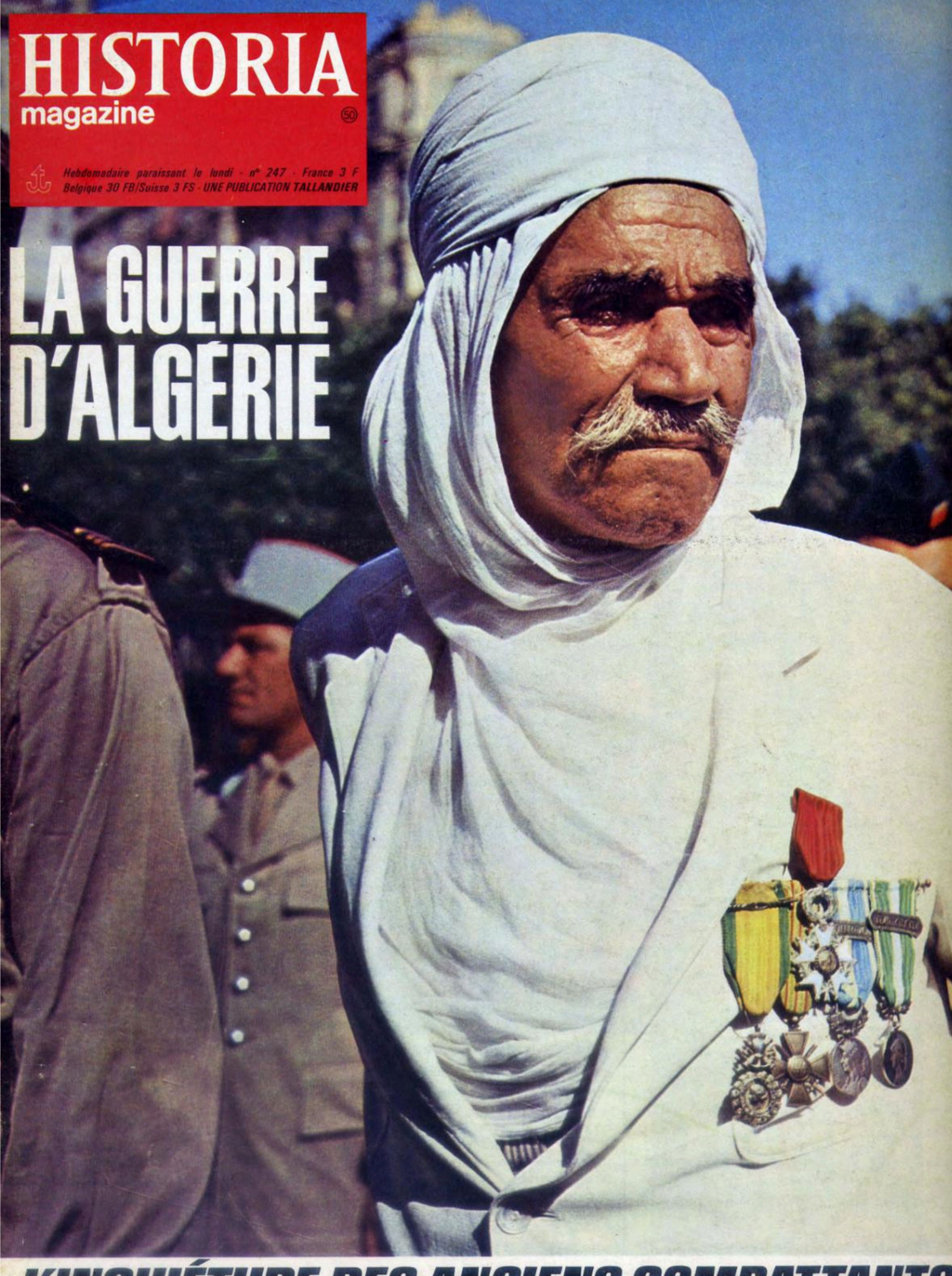


L'INQUIÉTUDE DES ANCIENS COMBATTANTS



LA GUERRE D'ALGÉRIE

CHAQUE MOIS UNE SELECTION DES MEILLEURES PHOTOS, EN DIAPOSITIVES

1 

2 

3 

4 

5 

6 

7 

8 

9 

10 

11 

12 

1. Le rocher de M'Lila au sud de Constantine. - 2. Bône, le cours Jérôme-Bertagna. - 3. La mairie de Tizi-Ouzou. - 4. Le monument aux morts d'Alger. - 5. Les anciens de Verdun et du Garigliano. - 6. La route asphaltée des caravaniers dans l'Aurès. - 7. Les nouvelles du dimanche. - 8. En patrouille dans les montagnes du Sud-Ouest Constantinois. - 9. La Casbah. - 10. Dans l'Aurès, vers Baniane. - 11. Hammam-Meskhoutine ou « le bain des damnés ». - 12. Alger, les lumières de la ville.



LES RAISONS D'UNE INSURRECTION

Jean FONTUGNE

Ce mois de mai 1958 marque un nouveau tournant de l'histoire de France. Les premiers jours, certes, ne sont pas marqués par des événements qui méritent de retenir l'attention. Les tentatives pour constituer un ministère se heurtent à de nombreuses difficultés provoquées essentiellement par le choix des hommes politiques ou des jeux de couloir. C'est tout d'abord le parti socialiste qui est à l'origine du premier échec du président Pleven. La S.F.I.O., se refusant de participer à ce gouvernement, espère ainsi obtenir le rappel du ministre résidant Robert Lacoste. La seconde tentative de René Pleven rencontrera au dernier moment l'ostracisme du parti radical à l'égard d'André Morice. Il renonce alors à poursuivre ses consultations et Pierre Pflimlin assurera une relève difficile.

Mais les partis politiques, tout à leurs jeux, ne semblent pas s'être rendus compte, trompés, peut-être, par les résultats des élections cantonales, de l'exaspération de l'opinion publique en métropole et, surtout, en Afrique du Nord. L'armée vient, en effet, de prendre position, pour la sauvegarde de l'Algérie, dans un message du général Salan au président Coty. La constitution d'un gouvernement de Salut Public est pratiquement exigée maintenant par une large majorité des Français. On estime impérieuse la nécessité de faire appel à un « arbitre national ». Le nom du général de Gaulle est fréquemment cité.

Dans le même temps, les syndicats eux-mêmes, faisant preuve de maturité devant la gravité de la situation politique, font taire, pour un temps, leurs revendications traditionnelles. Mais l'évocation par Robert Lacoste (12 mai) de la possibilité d'un « Dien Bien Phu diplomatique » en Algérie, l'annonce, à Tunis, par le Front de libération nationale, de l'exécution de trois soldats français, précipitent l'évolution de la situation.

A Alger, le Comité d'entente des anciens combattants, l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française, tous les groupements d'étudiants, précisent leur volonté de « dire non *à tout gouvernement qui tenterait de commettre le crime d'abandon de l'Algérie ».*

En métropole, la lassitude de nombreux Français, en Algérie la crainte de voir Pflimlin chercher une solution politique au problème algérien avec, éventuellement, la collaboration du Maroc et de la Tunisie, ne pouvaient que favoriser les responsables de la manifestation du 13 mai, organisée pour rendre un ultime hommage aux soldats exécutés par le F.L.N. Elle débouchera sur une crise du régime.

J. F.

Sommaire n° 50 - Historia magazine n° 247



René Bail

13 mai 1958. Ce soir-là, la France découvre son armée. Elle l'avait perdue de vue depuis longtemps. Soudain, les voilà face à face, au bord du conflit. Comment en est-on arrivé là ? Il faut remonter à 1945...

13 MAI 1958 L'ARMÉE ET LA NATION FACE A FACE

Le gouvernement présidé par Félix Gouin, qui succéda, en janvier 1946, à celui du général de Gaulle, voulut répondre à l'attente des partis politiques aussi bien qu'aux nécessités de l'équilibre budgétaire en procédant à une tentative de réduction des crédits militaires. Il adopta la plus mauvaise solution en décidant de procéder à un « dégagement des cadres ».

Catastrophique dans l'immédiat, la loi sur le « dégagement des cadres » fut désastreuse à long terme. Comme après la première guerre mondiale, ceux qui partirent furent très souvent les plus aptes, à la technique, à l'activité économique ou aux fonctions administratives.

A terme, cette évolution renforça, dans l'armée, l'ascendant de petits groupes d'officiers supérieurs ou subalternes doués d'une culture générale et d'une expérience intellectuelle auxquelles ne pouvait prétendre la masse de leurs camarades, d'origine plus modeste. On ne pourra expliquer les événements du 13 Mai et ceux qui suivront sans se souvenir de cette transformation dans la composition des cadres de l'armée.

Les années 1948-1949 marquèrent pour l'armée française le retour à une

de Saint-Cyr à Mao : le combat des djebels a-t-il pour autant le même sens



F. Poisson

L'armée haute en couleur et en faits d'armes, avec ses cavaliers éclatants, sabre au clair dans la charge, ses officiers pour lesquels Saint-Cyr et l'École de guerre représentent un Olympe militaire. ▶

◀ Se battre en Algérie, c'est, pour beaucoup d'officiers, mener la croisade contre l'ennemi sans visage, dont la présence est partout. Mao le personnifie et sa guerre s'appelle « guerre révolutionnaire ».



F. Poisson

situation normale, du moins telle qu'elle l'imaginait. Le pacte de Bruxelles, conclu avec la Grande-Bretagne, la Belgique, la Hollande et le Luxembourg, puis le Pacte atlantique, qui englobait et dépassait le précédent, fixèrent pour de longues années le destin et la destination du monde militaire. Enfin, l'ennemi était désigné. Il s'agissait de l'Union soviétique, certes, mais aussi du communisme international. Cette entreprise, très naturellement, se retrouvait dans tous les détails de la vie militaire. L'état-major prescrivait que toutes les manœuvres, pour les troupes d'active comme pour les réservistes, se feraient « dans un climat d'insécurité ». On supposait par là, et les instructeurs se chargèrent de l'expliquer, que l'ennemi disposait en France de complicités et même de partisans, c'est-à-dire, pour parler clair, de l'appui des communistes français. Tous les thèmes de manœuvre décrivirent désormais un conflit entre deux camps dont l'un était l'assaillant venu de l'est.

Une armée oubliée

A l'époque de la guerre d'Algérie, d'innombrables commentateurs se sont plu à souligner l'importance de l'épreuve indochinoise dans l'état d'esprit de l'armée. On y a découvert l'origine exacte des théories militaires françaises sur la guerre révolutionnaire, l'action psychologique, la liaison entre la politique et la guerre.

L'opinion publique, d'autant moins informée sur les événements d'Extrême-Orient que la presse y consacrait peu de place, ne pouvait être alertée que par l'opposition entre la politique officielle et celle que préconisaient, sous des formes diverses, les partisans d'une négociation avec le Viet-Minh. Isolée dans la guerre, l'armée regardait avec rancune, de loin, le pays qui semblait l'avoir oubliée. Elle éprouvait, presque charnellement, le sentiment que la guerre d'Indochine était étrangère à l'opinion française. L'Indochine et la métropole semblaient appartenir à deux mondes différents.

Abandonnée par l'opinion publique, l'armée allait chercher à comprendre comment le Viet-Minh avait pu lui imposer sa propre forme de guerre. Il fallait découvrir les méthodes qui lui avaient permis de vaincre des forces infiniment mieux équipées, mieux encadrées et mieux instruites. Dans cette recherche, beaucoup d'officiers mirent une véritable passion intellectuelle. Le colonel Lacheroy, qui se fit plus tard leur porte-parole, écrivit : « Nous avons disposé tout de même d'une certaine supériorité de commandement sur l'adversaire qui nous était opposé. Nous avions la suprématie absolue, puisque aussi bien notre adversaire n'avait et n'a encore ni avions, ni navires, ni chars, et cependant, nous avons été tenus en échec — c'est le moins que l'on puisse dire — et nous ne sommes pas les seuls à nous être trouvés ainsi, à peu près à la même époque, dans les mêmes conditions. En Indochine, comme en Chine, comme en Corée,

Tremsal



◀ Le contingent est engagé en Algérie, c'est-à-dire que la nation, par ses fils, s'engage dans le conflit. Entre cette « nation en armes » et l'État il y a les officiers.

L'armée n'était ▶ pas en Algérie pour faire la guerre aux musulmans, mais aux fellaghas. Elle était là pour maintenir l'ordre et soutenir l'autorité. But défini aux recrues.



Dien Bien Phu, ▶ la cruelle leçon d'un échec, oblige à s'interroger : le Viet-Minh a pu imposer sa guerre. Comment cette guerre a-t-elle été gagnée, alors que nous disposions de moyens terrestres, aériens et maritimes supérieurs, de troupes mieux encadrées et d'un armement puissant ? Voilà que ce revers remet en question des concepts en honneur depuis Verdun. Cassino ne les avait pas ébranlés.



Lahallé

comme ailleurs, nous constatons que le plus fort semble battu par le plus faible. Pourquoi ? Parce que les normes qui nous servaient à peser les forces en présence, ces normes traditionnelles, sont mortes.

La grande mutation

Nous avons à faire face à une forme de guerre nouvelle dans ses conceptions et nouvelle dans ses réalisations. C'est cette forme de guerre que nous appelons la guerre révolutionnaire. » Dans cette guerre, affirme toute une école d'officiers, l'ennemi c'est le communisme, ou, comme on se plaît à dire, le marxisme-léninisme. Il s'introduit au cœur de chaque pays, se nourrit de tous les conflits économiques, sociaux, idéologiques.

Tout est prêt pour cette grande mutation de l'armée française à laquelle un nouveau conflit donnera l'occasion de réviser ses méthodes de guerre, d'expérimenter ses concepts nouveaux et de vérifier que l'emprise sur les populations est bien la clé du succès final. Tout est prêt pour qu'en cette dernière épreuve elle reçoive l'empreinte de théories et de doctrines qui, d'un seul bloc, expliquent ses échecs passés, garantissent ses succès futurs, justifient la guerre d'Indochine comme la guerre d'Algérie et établissent enfin la liaison apparemment rigoureuse entre la lutte universelle contre le communisme, à laquelle la convient ses penchants secrets tout comme la politique officielle du gouvernement, et la répression des nationalismes nouveaux qu'on lui a donné ou qu'on va lui donner à combattre.

Dans cette dernière étape de son histoire, l'armée atteindra le sommet de la courbe qui l'a conduite vers l'action politique : elle y perdra son unité. Le 6 février, le gouvernement Guy Mollet s'inclinait devant l'hostilité de la minorité européenne ; le président du Conseil acceptait avec soulagement la démission du général Catroux. Les limites de la politique officielle étaient rigoureusement tracées : même si l'Algérie se voyait accorder un certain degré d'autonomie, son statut ne devrait en aucun cas consacrer l'autorité interne de la majorité musulmane. Dès lors, le recours à la force militaire devenait nécessaire.

Mécanique de la crise

Qu'il s'agît de réduire militairement les insurgés ou d'assurer à la population une sécurité qui serait la contrepartie des changements politiques qu'on déciderait à Paris, la présence massive de l'armée en Algérie était indispensable. Pour la première fois, les cadres militaires et les classes mobilisées allaient se trouver ensemble, engagés dans une guerre outre-mer, historiquement la dernière des guerres coloniales. La guerre d'Algérie devenait, par là, un devoir général, commun à toute la nation.

Il faudrait des raisons idéologiques et ▶

Lahalle



Il y avait, dans ▶ l'esprit de l'armée, d'un côté, les musulmans, et de l'autre, les « fells », soutenus indirectement par le communisme international. Les « fells », qui usaient des méthodes viets : guérilla et terrorisme. Insensiblement, on identifie le nationalisme au communisme. Le F.L.N. identifiera, lui, à des traîtres ceux qui restent fidèles à la France.

G. Letellier



cette guerre "révolutionnaire" qu'elle a perdue en Indochine, l'armée


François

◀ L'engagement, dans nos rangs, de supplétifs musulmans, dont le nombre fut toujours plus important que les maquisards de l'A.L.N., entretenait une ambiguïté. Pour l'armée, c'était l'adhésion, le choix de la France. Le F.L.N., lui, prétendait : « Nous n'avions pas d'armes pour tous. »

morales à ce conflit où, contingent par contingent, les Français allaient être engagés. Ces raisons, il faudrait les définir, les exposer, les défendre, en convaincre non seulement l'armée, mais le pays tout entier. Dans cette entreprise, le corps des officiers allait jouer un rôle capital, celui de charnière entre l'Etat et la « nation en armes » que représentaient les classes mobilisées.

Le besoin d'un « but de guerre », clair et définitif, parut indispensable au corps des officiers. Il fut le point de départ d'une « politisation » des cadres de l'armée. Il s'agissait d'informer les nouvelles recrues des conditions de la lutte à laquelle elles allaient participer. Les officiers faisaient aux hommes de troupe de brèves conférences sur la guerre d'Algérie. Leurs thèmes étaient toujours très simples : l'armée était là-bas pour rétablir l'ordre et la tranquillité et maintenir l'autorité française ; l'Algérie devait tout à l'œuvre réalisée par la France ; il fallait protéger les populations contre le terrorisme ; il n'était pas question de faire la guerre à la population musulmane qui souffrait aussi des entreprises de la rébellion ; le seul but de la guerre était de détruire cette rébellion.

La logique de ces raisonnements menait loin ; ceux qui soutenaient la rébellion étaient indirectement des ennemis, et c'étaient la Tunisie, le Maroc, l'Egypte, la Chine, la Russie. Et ceux qui, en France, soutenaient que la rébellion algérienne était justifiée se conduisaient en « traîtres ».

Trois ou quatre mois après le 6 février 1956, le mécanisme de la crise future entre l'armée et l'Etat était déjà en place. La crise contemporaine de l'armée date du jour où, parmi les cadres militaires, on commença à rapprocher ou même à identifier le nationalisme algérien et le communisme mondial...

Dans la nuit du 5 au 6 novembre, tandis que les parachutistes français, largués depuis vingt-quatre heures en territoire égyptien, fonçaient au-delà de Port-Saïd, un fait nouveau résumait l'alliance de fait entre le communisme et le nationalisme arabe. « Pleinement résolu à employer la force contre les agresseurs », le gouvernement soviétique laissait entendre qu'il pourrait utiliser les « terribles moyens de destruction modernes » contre la France, la Grande-Bretagne et Israël pour aller au secours de l'Egypte. Sans doute ne fut-ce pas l'intervention soviétique mais la pression américaine sur le gouvernement britannique qui détermina celui-ci, et par contrecoup le gouvernement français, à renoncer à poursuivre la guerre contre l'Egypte. Mais il demeure que, pour l'opinion militaire, un coup avait été porté aux positions occidentales par le nationalisme arabe et qu'il n'avait pu réussir que grâce aux menaces du camp communiste.

Guérilla et terrorisme

L'affaire de Suez apparut, dans cet esprit, comme l'exemple même illustrant la stratégie nouvelle du communisme international. C'est par le relais des nationalismes, et singulièrement du nationalisme arabe, que les positions occidentales devaient être entamées, réduites et finalement détruites : dans le champ laissé libre par le retrait de l'Occident, le communisme s'étendrait un jour, quand la faiblesse de ses adversaires le permet-

René Bail



◀ L'armée deviendra la bonne à tout faire de la guerre d'Algérie. Engagée aussi bien dans les missions civiles que dans les combats ou les arcanes de la politique, quand arrive le 13 Mai. Ici, c'est une opération de contrôle de nomades, sur les hauts plateaux, dans l'hélicoptère de la base la plus proche. Il faut aller ainsi sans cesse d'un territoire à l'autre, partout où est la guerre.

trait, ou, simplement, quand il le jugerait bon. En cette année décisive où prit forme la guerre d'Algérie, la politique officielle du gouvernement français avait, elle-même, dessiné les contours de la doctrine dont s'inspirèrent les officiers qui, plus tard, provoqueront l'intervention de l'armée dans la vie politique. Il revenait à quelques officiers de la formuler officiellement. On ne saurait s'étonner du rôle que jouèrent alors quelques-uns de ceux qui furent les plus engagés dans la guerre d'Indochine. L'expérience acquise là-bas avait été la plus fascinante, la plus surprenante, la plus révolutionnaire qu'ait vécue l'armée depuis la guerre mondiale. En Algérie, ils retrouvaient un visage qui leur était familier, celui d'un ennemi sans nombre, inséparable de la population, mêlant à la guérilla la pratique du terrorisme urbain, ne séparant jamais l'action politique de l'action militaire. La vertu combattante des idées, ils en avaient eu l'expérience au Vietnam.

Les pouvoirs spéciaux accordés au gouvernement pour mener la guerre d'Algérie avaient, en pratique, été transmis à l'armée. Rien ne permet de mesurer de façon précise les responsabilités militaires dans les actes blâmables commis en Algérie. Leur réalité est incontestable. L'attitude prise, individuellement, par chaque officier a été décisive. C'était une question d'homme, et non de recrutement ou de spécialité. Les violences policières ou les exécutions de prisonniers dépendaient des missions confiées aux unités et non de leur appartenance à la légion étrangère, aux divisions parachutistes ou aux régiments métropolitains.

Pellissier

Pellissier



▲ ◄ Les parachutistes deviennent le fer de lance de l'armée. Les cadres de la 10e et de la 25e D.P. ont commandé pour la plupart dans le corps expéditionnaire d'Indochine. Le « para », dans l'opinion, est synonyme de force, d'efficacité et de mobilité au combat. A aucun moment les paras n'ont interrompu leur entraînement. Quel qu'ait été le rythme des opérations.



Taillard



Taillard



l'A.L.N. vaincue militairement, le combat politique va s'engager sur l'intégration

Chaque officier se sentit concerné par le problème de la répression. Les uns, conscients d'avoir résisté à toutes les tentations, s'exaspéraient à l'idée que l'armée fût rendue collectivement responsable des écarts de certains, comme si, désormais, l'opprobre devait en rejaillir sur tous. D'autres invoquaient le « feu de l'action » et déniaient aux civils, restés dans le confort paisible de la métropole, le droit de les juger. La plupart des officiers considéraient comme une lâcheté l'attitude des pouvoirs publics confiant à l'armée le rétablissement de l'ordre, se lavant les mains des suites inévitables de leurs décisions, quitte à faire ensuite retomber sur la hiérarchie militaire la responsabilité des actes qu'ils n'avaient pas eu le courage d'ordonner eux-mêmes.

Les militaires et les pieds-noirs

Au printemps de 1958, la guerre d'Algérie touchait à son aboutissement dialectique. Tout le monde admettait que la décision, en fin de compte, résidait dans l' « esprit des populations ». Celles-ci, en demeurant solidaires de l'insurrection déclenchée par le F.L.N., rendraient impossible toute « pacification ». Mais comment faire « basculer » les populations algériennes, en admettant que ce fût possible ? Surtout, la défaite — c'est-à-dire la négociation, l'autonomie, enfin l'indépendance — paraissait d'autant plus impossible à admettre que, sur le terrain, l'armée commençait à croire la partie gagnée. La réduction du terrorisme dans les grandes villes était virtuellement obtenue, à la fin de 1957. Pour asphyxier les maquis, on avait établi aux frontières marocaine et tunisienne des barrages électrifiés destinés à interdire tout passage d'hommes ou de matériel. Les premiers mois de 1958 montrèrent que ce raisonnement était juste.

Pour l'armée française, ce fut une étape décisive. Dès ce moment, elle jugea que l'adversaire avait perdu la partie sur le terrain. L'A.L.N. ne serait jamais plus forte qu'elle n'avait été, la guerre ne serait pas perdue ; ou si elle l'était un jour, l'armée n'en serait pas responsable car, sur le plan militaire, elle l'avait gagnée. Tout, désormais, dépendait de l'exploitation politique des succès obtenus ; c'est donc à Paris que se jouerait l'issue finale du conflit. Pour le gagner, il suffisait donc que, cette fois, un gouvernement le voulût vraiment.

Tout concourait à faire du milieu européen l'entourage naturel de la société militaire en Algérie. Au retour de leurs missions dans les djebels ou dans les postes isolés, gradés et soldats revenaient tout naturellement dans les quartiers européens des villes. Là, se nouaient de familières relations avec les patrons des cafés, les danseuses des bals publics, les fiancées que l'on épouserait après le service militaire. Pour beaucoup d'Européens, l'armée n'était pas seulement la protectrice, mais aussi la cliente de multiples activités commerciales.

Après deux ou trois ans passés en Algérie, tout ne se résumait pas en la simple nécessité de défendre les vies et les biens et de maintenir l'autorité française. A la recherche des raisons morales de la guerre, l'armée se souciait avant tout de ne pas se confondre avec ce « colonialisme » dont elle savait qu'il était devenu l'opprobre du monde.

Jusqu'en 1955, la tradition politique algérienne consacrait la puissance des « prépondérants ». Députés et sénateurs se recrutaient parmi les plus grands colons, les plus riches industriels, propriétaires de forêts de liège ou de champs d'alfa, armateurs, administrateurs de sociétés de transports ou de compagnies maritimes.

Aux élections générales du 2 janvier 1956, les députés des départements algériens ne furent pas renouvelés, du fait de l'insécurité du pays. Le dialogue avec un gouvernement présidé par le socialiste Guy Mollet imposait à la communauté européenne le choix de porte-parole plus populaires, plus représentatifs aussi. Ce fut l'occasion où prit naissance le Comité d'entente des anciens combattants qui, par son recrutement, ne pouvait justifier les reproches mérités par le colonialisme traditionnel. Les responsables syndicaux, les universitaires, les étudiants, les officiers de réserve, prirent bientôt les premières places dans la vie politique algérienne. La communauté européenne

René Bail



Pour les musulmans, la violence du terrorisme F.L.N. ▶ et celle de la répression ont agi comme un poison, celui de la peur. Une question domine : qui gagnera ? Ici, c'est la visite de l'escorteur d'escadre *Château-Renault*.



Marchadier

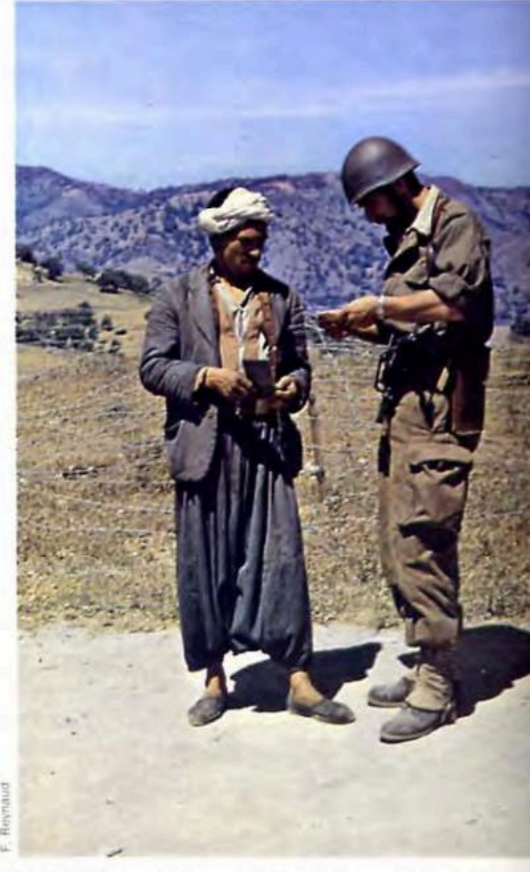
◀ **Au début de 1958, l'armée a le sentiment que la guerre est sur le point d'être gagnée sur le plan militaire. Dans les villes, le terrorisme a pratiquement disparu. Dans les djebels algéro-tunisiens, les maquis sont exsangues.**
De gauche à droite : **la légion (4e Cie de C.S.P.L.) défile à Colomb-Béchar ; les missiles à Colomb-Béchar, et les blindés sur la frontière.**

prenait son vrai visage : celui d'une population numériquement faible et géographiquement dispersée, mais suffisamment composite, suffisamment structurée pour évoquer l'image d'un peuple entier. Son dialogue avec l'armée devait en être transformé. Celle-ci avait, désormais, en face d'elle un corps social vivant et dynamique, d'autant plus passionné qu'il se sentait menacé, d'autant plus « national » qu'il n'attendait de salut que du secours de la nation française. Les officiers qui, depuis dix ans, se battaient au milieu des peuples hostiles retrouvaient enfin l'appui d'un milieu populaire. Pour la première fois, la « foule » était avec eux. Certes, il ne s'agissait que de la foule européenne, mais elle était, par elle-même, une arme puissante, peut-être décisive, à condition de la canaliser, de l'orienter, de la diriger. La force singulière de l'idée d'intégration viendra d'abord du fait qu'elle s'offrait comme la clé d'un problème insoluble. En même temps, elle répondait à l'attente secrète du plus grand nombre : l'intégration, c'était l'« Algérie française », il s'agissait d'une solution qui résolvait, en apparence, toutes les contradictions et rien ne pouvait entamer son irrésistible séduction. L'intégration sauvait une terre française et accordait en même temps l'égalité à neuf millions de musulmans qui en étaient privés. Le miracle de l'intégration entraînerait l'adhésion de la foule musulmane puisqu'elle se ferait à son profit.

Une France devenue solitaire

A ce moment de la guerre d'Algérie, le dialogue entre l'armée et la communauté européenne atteindra ce point peut-être unique où les vœux de l'une coïncident exactement avec les dernières espérances de l'autre. L'opinion militaire a gardé une méfiance profonde à l'égard des solutions intermédiaires qui prétendent abolir l'autorité française sans reconnaître franchement l'indépendance. L'opinion européenne partage spontanément cette méfiance. Le jeu du nombre garantirait la suprématie politique de la masse musulmane pour peu que les institutions de l'Algérie permissent à la loi du nombre de jouer normalement.

En 1957, on ébauche, sous forme de lois-cadres, des projets où la part de l'autorité française et celle de l'autonomie sont soigneusement dosées. Pour les uns, il s'agit de ménager de longues étapes avant d'aboutir à une indépendance probablement inéluctable ; pour les autres, il s'agit de faire la « part du feu » et d'accorder quelque pouvoir aux musulmans tout en sauvegardant l'essentiel des prérogatives françaises. Dans la première hypothèse, les Européens d'Algérie ont tout à craindre des projets du gouvernement : ils le savent et ils le disent. Dans la seconde, ils pourraient s'y résigner, mais non sans réticences et en faisant multiplier les précautions. Dès lors, l'évolution contraire de l'opinion militaire et de l'opinion politique va s'accentuer.

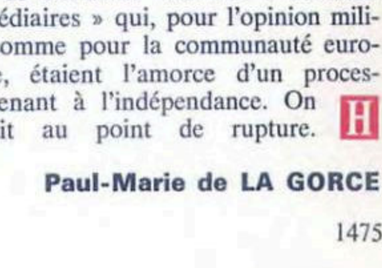


F. Reynaud

Reste à vaincre politiquement, à partir d'une idée-force : l'intégration, que l'armée fait adopter aux Français d'Algérie qui jusque-là avaient toujours refusé l'égalité. Les musulmans ? C'est l'*x* de l'équation algérienne.



La « bombe » de Sakiet fit prendre conscience aux milieux politiques français de l'isolement où la guerre d'Algérie mettait le pays. Les réactions de l'opinion internationale, l'intervention diplomatique anglo-américaine qui, par ses « bons offices », pouvait mener à une intervention politique en Algérie, soulignaient, avec dureté, cet isolement. La crise qui s'ensuivit marqua le refus du Parlement d'accepter au pouvoir les partisans les plus intransigeants de l'Algérie française. Il devenait évident qu'on allait tenter de s'orienter vers ces « solutions intermédiaires » qui, pour l'opinion militaire comme pour la communauté européenne, étaient l'amorce d'un processus menant à l'indépendance. On touchait au point de rupture. H



Paul-Marie de LA GORCE

LES DERNIERS SOUBRESAUTS


G. Letellier/Paris-Match

◀ Le 15 avril, après un débat tumultueux entre le gouvernement et l'opposition, Félix Gaillard est « torpillé » par Jacques Soustelle et Jacques Duclos. Pour un tir de barrage commun, se sont groupés les communistes, les mendésistes et l'Algérie française. Ils mettent le gouvernement en minorité par 321 voix contre 255.


Erich Lessing/Magnum

Le 15 avril 1958, pour la dernière fois, l'Assemblée nationale de la IVe renverse un gouvernement. Le successeur de Félix Gaillard, Pierre Pflimlin, sera emporté dans la tourmente des événements du 13 Mai.



A Paris, la vie parlementaire prend un rythme inquiétant. Chassés-croisés à l'Élysée, où René Coty consulte. Ici, P.-H. Teitgen, opposé à la candidature de Bidault en raison de sa position fracassante sur l'Algérie.

Le 15 avril 1958, le gouvernement Félix Gaillard est renversé par 321 voix contre 255. Quelques instants avant le scrutin, le président du Conseil a lancé un suprême avertissement : « Vous allez ouvrir une crise. Pour combien de temps ? Comment la dénouerez-vous ? » Peine perdue, l'appel n'est pas entendu. Malgré la « montée des périls », personne ne s'émeut. La IVe République, comme la IIIe, a pris l'habitude des crises et nombre de parlementaires goûtent même une secrète délectation à cette vacance périodique du pouvoir. En tout cas, celle-ci est la vingtième depuis 1946, la troisième en moins d'un an, et personne ne se doute que c'est la dernière. L'inconscience domine...

De fait, à peine René Coty s'apprête-t-il à entamer le rite habituel que plusieurs partis politiques présentent une exigence inattendue, qui va contribuer à prolonger la crise. Ils demandent au président de différer toute désignation jusqu'aux résultats du premier tour des élections cantonales ! Voilà qui en dit long sur l'aveuglement, l' « aliénation » des milieux politiques, pour ne pas dire plus. Certes, la grande peur des années passées — le retour au pouvoir du général de Gaulle — s'est sérieusement estompée.

Mais, tout de même, il y a l'instabilité politique chronique, la terrible usure du régime. En l'espace de deux années, toutes les formules, toutes les combinaisons, depuis le néo-tripartisme jusqu'à la « troisième force », ressortie des oubliettes, ont été utilisées. Toutes se sont révélées incapables de surmonter les problèmes financiers, de dégager la France du bourbier algérien, quand elles n'ont pas été purement et simplement sacrifiées à l'égoïsme des hommes et des partis.

Comment les députés peuvent-ils rester sourds à la désaffection croissante de l'opinion à l'égard du « système », d'un régime marqué du sceau de l'instabilité et de l'impuissance ? Aux dernières élections partielles, à Paris, n'a-t-on pas enregistré, au second tour, près de 50 % d'abstentions ? Comment rester aveugle au renouveau de l'antiparlementarisme, comment ignorer la fermentation qui règne dans l'armée, les prises de position fracassantes des associations des Français d'Algérie comme l'U.S.R.A.F., qui vient d'adresser un télégramme de félicitations aux parlementaires qui ont montré le plus d'acharnement à renverser le ministère Gaillard : « La population d'Algérie vous exprime sa reconnaissance pour votre déterminante intervention. Réaffirme la volonté farouche de rester française. Ne saurait accepter de nouveaux compromis et atermoiements » ?

Quos vult perdere Jupiter, dementat... De fait, le 20 avril, toute l'attention des parlementaires se concentre sur les résultats des fameuses élections cantonales dont la signification est plus que discutable. Les premiers résultats laissent paraître une remarquable stabilité de l'électorat et chacun de se féliciter ! En tout cas, le président Coty a maintenant la voie libre et, en bonne logique, il se doit d'abord de faire appel à l'un des « quatre mousquetaires » de l'Algérie française, l'un de ceux qui ont joué un rôle déterminant dans la chute du gouvernement. Mais André Morice se récuse immédiatement. De Soustelle, pas question ! Les radicaux ne peuvent lui pardonner son rôle de « tombeur » dans la chute des cabinets Bourgès et Gaillard.

Quant à Roger Duchet, il sait qu'il n'a aucune chance. Pinay, qui le déteste cordialement, a conseillé au président de commencer par lui. Offre empoisonnée ! Finalement, le leader des indépendants s'efface en faveur de Bidault.

Georges Bidault bénéficie de nombreuses sympathies. Son passé plaide pour lui. Président du C.N.R., ministre des Affaires étrangères à maintes reprises, il se trouve en quelque sorte en réserve depuis la chute de Laniel.

En tout cas, Bidault accepte aussitôt l'offre du président avec un empressement qu'il a du mal à dissimuler der-

Antoine Pinay, appelé par René Coty, refuse de constituer le gouvernement. Mais il conseille d'appeler Roger Duchet, qui n'a aucune chance d'être accepté ! Et, finalement, le leader des indépendants s'efface.





Keystone

Guy Mollet arrive à l'Élysée. Il n'a pas encore grand-chose à proposer. Son parti ne se réunit que le 2 mai et il faut attendre ses décisions. Il est d'accord pour ouvrir toutefois l'éventail politique du gouvernement...

Pressenti à deux reprises, René Pleven s'empresse de constituer son gouvernement et consulte immédiatement Lacoste. Mais alors qu'il est près d'aboutir, les radicaux le font échouer. Le 8 mai, Pflimlin est appelé.



Tesseyre/Paris-Match

rière la phraséologie habituelle : « Je ne me déroberai pas à cet appel... J'espère que les concours nécessaires ne me feront pas défaut. » C'est là le point crucial. D'emblée, les socialistes annoncent leur hostilité. Ce n'est pas la qualité de M.R.P. qui est en cause, mais les positions fracassantes prises par Bidault en faveur de l'Algérie, positions qui inquiètent jusqu'à ses amis. Ce sont d'ailleurs ceux-là, les Schumann, les Buron, les Teitgen, les Pflimlin, qui s'empressent de tuer dans l'œuf la tentative. Avec Bidault, ce serait l'embrasement de tout le Maghreb.

Force est alors au président de la République de se tourner vers une autre personnalité, éventualité qui ne peut lui déplaire. Elle lui permet, en effet, de reprendre la réalisation d'un rêve caressé depuis un an. C'est ainsi que René Pleven se trouve pour la troisième fois appelé à entreprendre des consultations. Lui aussi se trouve en réserve depuis la chute de Laniel. Il était ministre de la Défense nationale au moment de Dien Bien Phu.

Contrairement à Bidault, Pleven entend procéder avec la plus grande prudence, tout en donnant la priorité au problème algérien. Après avoir reçu Lacoste, consulté les leaders politiques, les responsables militaires, il lance l'idée d'une « charte » algérienne qui engagerait les partis et les hommes qui l'auraient acceptée. D'autre part, cette charte devrait être adoptée « par l'ensemble de la représentation nationale avant toute présentation d'un gouvernement à l'investiture ». La procédure est inhabituelle et aussitôt le président de l'Assemblée, André Le Troquer, fronce le sourcil. Il juge d'ailleurs « outrageant » d'être appelé en consultation par René Coty sur la suggestion de Pleven. C'est celui-ci qui aurait dû venir lui soumettre le projet en son hôtel de la présidence de l'Assemblée. En tout cas, devant les remontrances de Le Troquer, Pleven et Coty finissent par renoncer à un procédé jugé contraire au principe de la séparation des pouvoirs... Conservée, en principe, la charte n'est plus qu' « une tasse de tilleul tiède », suivant l'expression d'un modéré.

Le 29 avril, Pleven juge le moment venu de faire le point. La crise en est déjà à son quatorzième jour. Les encouragements ne manquent pas, mais les adhésions restent maigres. Néanmoins, le leader U.D.S.R. confirme sa candidature et poursuit ses consultations, sur le plan social, cette fois. Compte tenu d'une situation peu encourageante, il laisse entrevoir un programme rigoureux assorti des pleins pouvoirs pendant un an, avec une trêve sociale pour les syndicats, et de nouveaux impôts pour les classes possédantes. Sur ce chapitre, il entend former « un gouvernement dur, avec des hommes dont l'autorité symbolise un accord réel et décidés à répartir équitablement les sacrifices ». L'exploration terminée, on en revient à la véné- ▶

Marguerite Sy



Les républiques passent, mais les huissiers demeurent. ▶ Dans la grande loge de l'Élysée, aussi, va s'achever toute une époque. René Coty sera le dernier président de la IVe République. L'ermite s'apprête à quitter Colombey.



Jacques Soustelle. Depuis son retour d'Algérie, en février 1956, ses regards sont restés tournés vers le drame. Pour lui, de Gaulle est seul capable de sauver le pays. En attendant, Soustelle sape tous les gouvernements.

Étrangement, Jacques Duclos et Jacques Soustelle se retrouvent sur les mêmes bancs, ceux de l'opposition, pour la grande entreprise de démolition de la IVe République. Les desseins ne sont pas les mêmes.





Bourgès-Maunoury. Il a été président du Conseil de juin à septembre 1957. Puis, butant sur le problème de la loi-cadre et sur celui (une fois de plus) des finances, il sera battu, à la Chambre, par 279 voix contre 253.

Pflimlin accepte de prendre la barre ; il est déjà trop tard

rable « troisième force », avec un large éventail politique, depuis les modérés jusqu'aux socialistes, en un mot la solution Gaillard...

Il n'y a plus qu'à attendre la réaction des groupes. L'appui du M.R.P. est acquis. Les indépendants se prononcent pour la participation, tout en étant bien décidés à surveiller de très près l'attribution des portefeuilles essentiels. Quant aux radicaux, ils finissent, eux aussi, par donner leur accord à une participation « dans le cadre de la large majorité républicaine définie par le président désigné ». Restent les socialistes. Mais là, il faut attendre. La S.F.I.O. ne se prononcera pas avant la réunion de son conseil national, le 2 mai.

Malgré l'attitude de Guy Mollet, personnellement favorable à la participation, la réponse du parti socialiste est négative. Ainsi, la crise rebondit. Aucune majorité n'apparaissant possible sans les socialistes, la tentative de Pleven s'effondre. Faudra-t-il recourir à de nouvelles élections ? En fait, non. Si la S.F.I.O. refuse de participer, elle accorde son soutien. Néanmoins, on s'interroge.

Dans la coulisse, Pinay ne se gêne pas pour vitupérer : « Les socialistes ne veulent gouverner ni avec la gauche ni avec la droite. Alors, qu'ils nous laissent gouverner. Il n'y a que deux couleurs, le noir et le blanc. Nous ne voulons plus de gris. » Quant à Guy Mollet : « Nous ne pouvons plus nous asseoir à côté d'hommes qui déclarent n'avoir rien de commun avec nous. »

En tout cas, Pleven renonce. Le président de la République ne cache pas alors son embarras. On le comprend. A un visiteur, il expose ses inquiétudes, le système bloqué, l' « évolution des événements et des esprits non seulement en Afrique du Nord, mais en Afrique noire ». Il faudra tôt ou tard recourir à des solutions héroïques, « appeler le général de Gaulle ». De fait, le 5 mai, pour la première fois, René Coty tâte le terrain du côté de Colombey ! Connue trois jours plus tard, la réponse apparaît décevante. Le général accepterait de constituer un gouvernement, mais sans se plier au rite de l'investiture devant l'Assemblée.

Ce jour-là, dans l'ignorance totale de ces contacts officieux et tout aux jeux parlementaires, les députés s'attendent que, sacrifiant aux règles, le président fasse appel à Pflimlin. Coup de théâtre ! René Coty rappelle Pleven ! Cette fois, le député des Côtes-du-Nord accélère la cadence. Assuré du soutien socialiste, de la participation des indépendants, du M.R.P. et des radicaux, il dresse fébrilement la liste de son ministère. Le 8 mai, à 3 heures du matin, c'est fait. Le gouvernement sera présenté devant l'Assemblée le lendemain, à 15 heures. Le départ de Lacoste est acquis. Il sera remplacé par Mutter. Enfin, André Morice accepte « par devoir » le poste de la Défense nationale et annonce son accord sur la « charte algérienne » du gouvernement.

Aussitôt, c'est un tollé, une explosion chez les radicaux. Billères, Maurice Faure et Berthoin se retirent de la combinaison et annoncent leur volonté de ne pas siéger dans le même gouvernement, aux côtés d'un des nostalgiques de l'intégration. Une autre raison, peut-être moins noble, explique cette sainte fureur.

« Ne nous obligez pas à vous chasser ! »

Le parti radical n'a pas pardonné à André Morice la scission qu'il a provoquée au congrès de 1956. On peut se demander pourquoi Pleven a pris alors le risque d' « embarquer » André Morice dans son ministère. La réponse est simple. Il s'agit de faire avaler aux Français d'Algérie le départ de Lacoste, et surtout de tenir compte de l'avertissement de Salan. Reçu le 25 avril par Pleven, le commandant en chef a nettement affirmé que le seul cessez-le-feu acceptable pour l'armée consistait en une reddition pure et simple, assortie d'une large amnistie. En tout cas, la défection des radicaux marque l'échec définitif de la tentative Pleven.

Georges Bidault. Il est pressenti, après la chute de Félix Gaillard, mais très vite combattu, y compris par son propre parti, le M.R.P., en raison notamment de son intransigeance dans les affaires du Maghreb.



A. Lefèvre/Paris-Match

Dès lors, il ne reste plus au président de la République qu'à faire appel à Pierre Pflimlin. Alsacien, président du M.R.P., celui-ci ne manque pas non plus de qualités. Il passe pour être un homme de caractère et il a été quinze fois ministre depuis les débuts de la IVe République. Profitant des travaux d'exploration de Pleven, Pflimlin entend aller vite et, bénéficiant des encouragements de Mollet et de Pleven, il présente un programme en trois points : relancer la lutte contre l'inflation avec des pouvoirs étendus, aboutir à un règlement politique du problème algérien, enfin entreprendre la réforme de l'Etat et la révision du titre VIII sur l'Union française.

Sans parler du M.R.P., l'accueil est favorable chez les radicaux et les socialistes, même si ceux-ci n'entendent pas dépasser le stade du soutien. En revanche, à l'exception de Pinay, les indépendants hésitent. La perspective d'un règlement politique soulève de vives réserves. Mais ces réticences ne sont rien à côté de celles des « mousquetaires » de l'Algérie française, et surtout des groupes de pieds-noirs. A Alger, l'annonce de la candidature de Pflimlin provoque une réaction voisine de l'exaspération. Les associations d'anciens combattants et l'U.S.R.A.F. réclament, « par tous les moyens », l'instauration d'un « gouvernement de salut public ». Dans une lettre ouverte aux parlementaires, « ministres et ministrables », ils ajoutent : « Nous dirons *non* à tout gouvernement qui tenterait de commettre le crime d'abandon de l'Algérie. Ministres et ministrables, laissez vivre la France et l'Algérie. Partez, ne nous obligez pas à vous chasser ! » Mais il y a plus grave...

Le 9 mai, le général Salan adresse au chef d'état-major général un télégramme rédigé avec les généraux Allard, Massu, Jouhaud et l'amiral Auboyneau. Ce texte est remis par le général Ely au président de la République, au milieu de la nuit :

L'armée est troublée par le sentiment de sa responsabilité :

- *A l'égard des hommes qui combattent et qui risquent un sacrifice inutile si la représentation nationale n'est pas décidée à maintenir l'Algérie française, comme le préambule de la loi-cadre le stipule ;*
- *A l'égard de la population française de l'intérieur, qui se sent abandonnée, et des Français musulmans, qui, chaque jour plus nombreux, ont redonné leur confiance à la France, confiants dans nos promesses réitérées de ne jamais les abandonner.*

L'armée française, d'une façon unanime, sentirait comme un outrage l'abandon de ce patrimoine national. On ne saurait préjuger sa réaction de désespoir.

En attendant, on peut se demander pourquoi la candidature de Pflimlin soulève un tel remue-ménage et semble servir de détonateur aux éléments les plus exaltés qui souhaitent la chute du « système » et l'application d'une politique de force à l'égard de l'Algérie. La réponse est simple. Trois tares irrémédiables pèsent sur les épaules de Pflimlin. Il a d'abord eu le malheur d'opposer son veto à la candidature de Bidault. On ne saurait surtout lui pardonner sa déclaration toute récente devant le conseil général du Bas-Rhin : « Je suis de ceux qui pensent qu'il ne peut y avoir pour l'Algérie de solution véritable qui ne soit d'ordre politique. J'estime aussi qu'il faut saisir toute occasion d'engager des pourparlers en vue d'un cessez-le-feu. Mais je suis convaincu qu'une telle initiative serait dangereuse si elle n'était pas fondée sur un rapport de forces qui nous soit indiscutablement favorable... »

Solution politique, négociations, inutile de se leurrer : c'est l'abandon en toutes lettres... L'Algérie sera bradée comme l'ont été le Maroc et la Tunisie, et avec leur concours, par-dessus le marché ! Pflimlin ne vient-il pas d'affirmer son intention de recourir aux bons offices des deux anciens protectorats ?...

Que feront les indépendants ?

Malgré l'orage qui gronde, Pflimlin n'en poursuit pas moins sa tentative. Le 12 mai, il achève de dresser la liste de son ministère, avec Pleven aux Affaires étrangères, Mutter à l'Algérie, Pierre de Chevigné à la Défense nationale, Edgar Faure aux Finances. Les indépendants, toujours réticents, n'ont accepté que deux portefeuilles peu compromettants, l'Industrie et le Commerce, la Reconstruction et le Logement.

En attendant, deux manifestations sont prévues pour le lendemain, 13 mai, à Alger. A Paris, on ne s'inquiète pas outre mesure. On attache infiniment plus d'importance au débat d'investiture qui va débuter devant l'Assemblée à 15 heures. Une seule pensée domine les amateurs des jeux parlementaires : quelle sera, dès la première séance, l'attitude des indépendants ? H

Philippe MASSON

Marguerite Sy



Homme seul et rongé de soucis, le président Coty dans ▶ son bureau de l'Élysée. Il lui est impossible de « sortir » à temps un gouvernement qui sauvera la France de la crise dramatique de 1958. Viendra de Gaulle.

CES ANCIENS COMBATTANTS

Le C.E.A. (Comité d'entente et d'action des anciens combattants), créé en 1955, naquit des circonstances et essentiellement du vide politique qui régnait en Algérie. Et l'importance qu'il prit, au fil des mois, dans la politique algérienne étonna parfois ses fondateurs.

Parmi ceux de la première heure, Cosso, Séguéla, Autier, Hilly, Léger, le général Carrion avaient été peu à peu remplacés par d'autres, qui apparurent après 1958. Mais de bout en bout demeurèrent le colonel Bono, Mme Rouquet, Pluchard, Kerdavid, Mme Garcia, le colonel Louviot, Frank Vigouroux, homme de liaison et observateur précieux, et surtout Arnould, Comy, Mouchant et Martin.

Fidèles à leur serment

Le C.E.A. fonctionnait sous une forme collégiale, mais quatre hommes l'animaient plus particulièrement : Mouchant, ardent et éloquent, grand mutilé de la guerre 39/45 ; Claude Martin, solide, généreux, efficace ; Charles Comy, secrétaire perpétuel du C.E.A., ch'timi immense et sensible, truculent et précis ; Auguste Arnould, infatigable, débordant d'idées, orateur excellent, populaire et cordial, obstiné et ombrageux. C'est lui qui, grâce à son sens du travail en groupe et des contacts humains, avait été le « fédérateur » des mouvements d'A.C. de toute l'Algérie. Son action fut d'ailleurs très favorisée par son métier de pilote de ligne qui lui permit de sillonner l'Algérie et d'établir des liaisons précieuses avec la métropole.

Le C.E.A. avait solidement structuré l'intérieur de l'Algérie, jusqu'au Sahara. Des comités d'entente locaux avaient été créés un peu partout. Et dès qu'un appel était lancé par les A.C., ceux de Bordj-Menaïel, de Marengo ou d'ailleurs venaient prêter main-forte aux Algérois, malgré les barrages sur les routes.

A Oran, Bône et Constantine, les A.C. disposaient aussi de comités très actifs dont l'audience très importante mériterait d'être contée.

Tous les vendredis, à 18 h 30 (et plus souvent lorsqu'il y avait une tension particulière), le bureau directeur d'Alger se réunissait à la Maison du combattant. Les assemblées étaient animées, houleuses même parfois, mais les A.C. savaient se discipliner lorsque de grandes actions devaient être préparées.

Ce bureau groupait des gens de tous les milieux sociaux : Arnould était pilote d'Air Algérie, Mouchant, instituteur, Martin, commerçant, Comy, ingénieur, Pluchard, infirmier. La plupart des autres étaient employés ou petits fonctionnaires. Le C.E.A. comptait aussi quelques bourgeois, mais pas un seul « nanti » du type du libéral Blachette, roi de l'alfa.

6 février 1956, à Alger. Les anciens combattants décident d'agir. Leur comité d'entente groupe près de soixante-dix associations. A l'annonce de l'arrivée de Catroux, l'ordre est donné d'un défilé du C.E.A., et 30 000 A.C. descendent dans la rue, dans le calme.

Tous les partis politiques étaient également représentés : la droite comme la gauche, avec leurs modérés et leurs ultras. On y trouvait aussi quelques gaullistes — espèce rare en Algérie.

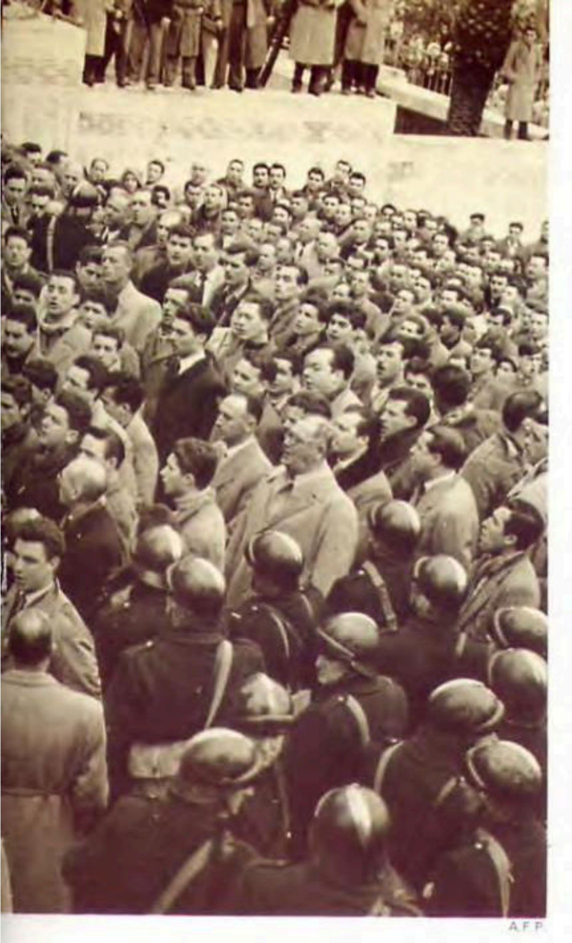
Le C.E.A. groupait soixante à soixante-dix associations d'anciens combattants. Et si des heurts de personnalités en tenaient éloignées certaines (Rhin et Danube, U.N.C.), leurs adhérents n'en suivaient pas moins les mots d'ordre du Comité. On peut donc dire que le C.E.A. représentait l'intégralité des A.C. d'Algérie avec une majorité d'Européens, certes, mais aussi une masse importante de musulmans, parmi lesquels deux hommes se détachaient : Zentar, vice-président du C.E.A., ancien gendarme à l'exceptionnel et souriant courage, et le commandant Mahdi, de Maison-Carrée, contre qui le F.L.N. s'acharna sans réussir à entamer sa résolution.

En fait, la liaison avec les A.C. musulmans évolua avec les événements. Ils furent très nombreux dans les manifestations de 1956 à 1960. Mais la pression, les menaces de mort du F.L.N., l'ambiguïté des positions françaises les incitèrent à une abstention prudente.

Pagès/Paris-Match



Mai 1958. Devant le monument aux morts, le C.E.A. présente tous ses drapeaux à Robert Lacoste, sur le départ.



AFP

Avec les A.C. de métropole, l'alliance fut passagère : triomphante au moment du Serment d'Alger, le 7 juillet 1957, efficace jusqu'au 13 Mai, avec le C.A.N.A.C. (Comité d'action des associations nationales d'anciens combattants), qui fut créé dans la foulée du Serment d'Alger avec l'aide de l'U.S.R.A.F. de Jacques Soustelle et dont Sanguinetti était l'animateur, elle devint ensuite lâche, puis méfiante. Quelques très rares associations, toutefois, restèrent, jusqu'au bout, fidèles au serment et à l'amitié. Ce serment, elles devaient le tenir même après avoir quitté l'Algérie.

Le C.E.A. n'a jamais voulu se confondre avec les associations habituelles d'A.C. qui, volontairement cantonnées dans un apolitisme sacré, constituent les haies d'honneur traditionnelles des manifestations officielles. Il n'a jamais caché qu'il avait une doctrine politique et que cette doctrine était l'Algérie française.

Son objectif, certes, n'était pas de promouvoir des réformes, de proposer des solutions habiles. D'autres s'en chargeaient. Au surplus, les A.C. savaient fort bien que la politique algérienne ne s'était jamais décidée à Alger mais à Paris. Son rôle était de défendre le sort des Européens d'Algérie et des musulmans fidèles, et cette défense réclamait la présence française.

L'intégration, qui devint leur doctrine, leur parut une solution honorable et généreuse. La présence française, ce n'était pas pour eux la défense de privilèges exorbitants ou de grandes propriétés foncières, mais une œuvre qui comportait, certes, des ombres, mais aussi des lumières, et qui a été dénigrée d'une façon abjecte.

Les dirigeants du C.E.A. étaient convaincus d'une façon absolue, viscérale, qu'à la minute où l'armée française quitterait l'Algérie, où la justice et la police seraient transférées, la vie deviendrait insupportable. Ils savaient aussi que tous les accords passés, si généreux fussent-ils, seraient remis en question.

C'est en partant de cette certitude élémentaire qu'ils se sont opposés farouchement à tout ce qui leur paraissait affaiblir la souveraineté française.

Cette certitude était partagée par l'immense majorité des Européens d'Algérie et des musulmans demeurés fidèles à la France. C'est pourquoi, alors que tant de partis et de comités de toute sorte naquirent et disparurent au gré des événements, le C.E.A. demeura, pendant six ans, un élément stable et solide ; c'est pourquoi, à son appel, répondirent les foules énormes des grandes manifestations ; c'est pourquoi, enfin, il réussit à maintenir, en dépit des écueils, une unité qui était très exceptionnelle dans un pays souvent inconstant.

De cette présence française que défendait le C.E.A., l'armée était le symbole, le pilier. Elle jouissait d'un prestige considérable auprès des Européens, qui l'aimaient à travers l'armée d'Afrique, mais surtout auprès des musulmans, profondément militaristes.

La conquête des foules

L'armée, et plus particulièrement les gens du 5e bureau, réalisèrent très vite qu'ils avaient besoin du soutien de la population. La « conquête des foules » est une phase primordiale de la guerre révolutionnaire et le C.E.A., dont la plupart des membres étaient cadres de réserve, souvent mobilisés dans les unités territoriales, représentait l'instrument de liaison idéal entre les deux communautés et l'armée.

Des contacts directs, amicaux, confiants, avaient été établis dès le début avec les chefs militaires. Avec les responsables civils également, les relations étaient excellentes et les membres du C.E.A., considérés comme des « interlocuteurs valables », représentatifs de l'opinion publique, furent toujours consultés, à l'occasion des crises comme des grandes options.

Avec Jacques Soustelle, des liens n'avaient pas eu le temps de se nouer, mais les A.C. rencontrèrent très souvent Robert Lacoste. Et s'ils ne se départirent jamais d'une certaine méfiance, non à l'égard de l'homme mais des contraintes que pouvait lui imposer son parti, ils apprécièrent très vite sa franchise, sa loyauté, son acuité politique, sa foi profonde de jacobin.

Le ministre résidant, de son côté, fai-

(*Suite page 1484.*)



René Bail

Dans chaque ville, dans chaque village d'Algérie, comme en France, se dressait un monument aux morts...



R. Bail

Ici, c'est à Arzew, devant la stèle dédiée aux marins, que les anciens présentent leurs drapeaux.



Dr Garnès

Alger. Un monument aux morts devenu célèbre depuis le 6 février 1956 où il entra dans la vie politique.


A 120 kilomètres au sud-est d'Alger, dans la région d'Aumale, un paysage accidenté, âpre et désolé, plus propice à la guerre qu'au tourisme.

F. Poisson



une histoire qui se confond avec celle de l'Algérie française

sait grand cas de l'action menée par les A.C. C'est pourquoi, au début de 1958, il désigna Arnould pour accomplir aux Etats-Unis une tournée de conférences dans le dessein de contrebalancer l'influence du F.L.N. sur les membres de l'O.N.U. et sur l'opinion américaine. La France, alors, était sur le point d'être condamnée à l'O.N.U. pour sa politique algérienne. Arnould, en compagnie du colonel Sebane (des A.C. d'Oran) et de quelques musulmans couverts de décorations, dont la plupart devaient être assassinés plus tard par le F.L.N., se rendit donc aux Etats-Unis où il fut très bien accueilli par les membres de l'American Legion ainsi que par les délégués français à l'O.N.U. Mais leur appel ne fut pas entendu : les jeux étaient faits.



E.C.P.A.

Le C.E.A. ne groupait pas que les A.C. Il a été aussi l'interprète de « l'homme de la rue », de l'immense majorité silencieuse des Européens d'Algérie et des musulmans fidèles.

En effet, le C.E.A. a été le grand manieur de foules. C'est à son appel que se rassemblèrent les grandes manifestations d'Alger qui toutes ont conservé deux caractéristiques :

- Elles n'ont jamais été violentes ;
- Elles ont toujours proclamé comme une nécessité absolue la fraternisation entre les deux communautés.

Alors que les pouvoirs publics étaient hantés par la peur des ratonnades, c'est le mérite du C.E.A. d'avoir lancé, dans cette ville passionnée, un style de manifestation calme, digne, dont l'impact provenait de la masse rassemblée.

Pourtant, son rôle a toujours été minimisé par les journalistes qui ont, en général, préféré mettre en avant des hommes marqués politiquement comme Boyer-Banse, Ortiz, ou les poujadistes, plus faciles à discréditer aux yeux de la métropole.

Les rares fois où elle s'est occupée des A.C., la presse en a fait des promeneurs de drapeaux et des chanteurs de *Marseillaise*. Et pourtant, ils avaient tous dépassé largement la limite d'âge de l'activisme joyeux.

Placés devant des responsabilités auxquelles ils n'étaient pas préparés, pris dans un engrenage infernal, ils ont tous gardé de ces six années une impression d'angoisse et le souvenir de cas de conscience déchirants.

C'est qu'appeler les Algérois à manifester comportait des risques importants. Qui aurait pu prévoir que le F.L.N. observerait, pendant toutes ces années, cette étrange passivité ? Une seule grenade lancée dans les foules du 13 mai 1958 et des jours suivants aurait provoqué une panique effrayante. Cette peur a hanté les dirigeants des A.C. et pourtant il ne s'est jamais rien passé, ce qui démontre de la part du F.L.N. une étrange inefficacité (1).

S'il fallait décrire l'action chronologique du C.E.A., c'est toute l'histoire de l'Algérie qu'il faudrait rapporter.

Pour se borner aux actions les plus spectaculaires — et en s'arrêtant en 1958 —, on peut cependant citer :

1) Le C.E.A. a organisé, le 4 février 1956, un défilé groupant 30 000 A.C. qui s'est déroulé dans le calme. Ensuite, le 6 février, les manifestations ont pris la tournure que l'on sait, très sévèrement jugée par une certaine presse.

Mais qui, aujourd'hui, continue-t-il à prétendre que le général Catroux, alors âgé de soixante-dix-neuf ans, était l'homme qu'il fallait pour résoudre la crise algérienne ? Sa nomination ne correspondait-elle pas à cette lâcheté, souvent renouvelée, des partis politiques qui consiste à s'en remettre à un chef militaire lorsque la situation devient dramatique ? « Car, sur le papier des capitulations, rien ne vaut finalement la caution des vieux vainqueurs (2). »

Et si les Algérois s'étaient bornés à la manifestation calme des A.C. du 4 février 1956, les hommes politiques, les journaux, auraient-ils apporté au désespoir de la population algéroise l'attention qu'a provoquée le jet, complaisamment raconté, de quelques tomates ?

2) Le Serment d'Alger des A.C. du 7 juillet 1957 : magnifique manifestation au square Laferrière ; apothéose de la solidarité des A.C. des deux bords de la

A.F.P.

◀ **Le 6 février 1956, le président du Conseil reçut, au palais d'Été, tous les représentants de la population européenne et musulmane d'Alger. Pour la plupart, les musulmans s'abstinrent. Largement représentés, les Européens le furent notamment par le Comité d'entente des anciens combattants qui entourent, ici, Guy Mollet et Max Lejeune.**

(1) N.D.L.R. : il est évident que ce reproche adressé au F.L.N. n'engage que la responsabilité de l'auteur.
(2) De M. Girardet, *Cet enfant né le 14 juin.*

◀ Mai 1957. A Alger, c'est la grande vague du terrorisme. C'est aussi le défilé de la Victoire, le 8 mai. Les drapeaux passent devant le ministre résidant.



Peuple cocardier, ▶ les pieds-noirs avaient le goût du tricolore et des fanfares. C'était, pour eux, un lien de plus avec la France dont ils ne voulaient pas voir affaiblir la souveraineté.

Marie

Méditerranée, journée triomphale pour le C.E.A., mais malheureusement sans lendemain.

3) Une manifestation exemplaire : le 26 avril 1958.

A Paris, cependant, les crises ministérielles se succédaient. La IVe République faisait penser à une baraque vermoulue. Le 15 avril, le gouvernement Gaillard était renversé. On parlait, pour lui succéder, de Pflimlin, qui ne semblait absolument pas être l'homme de la situation. Alger était en effervescence. De tous côtés, on complotait.

Léon Delbecque, en mission à Alger pour le compte de Chaban-Delmas, réussit à mettre sur pied un Comité de vigilance qui groupait des représentants de toutes les associations activistes d'Alger, dont le C.E.A. et ses alliés de toujours, le Mouvement universitaire algérois des professeurs Michaud et Muller, et l'Association générale des étudiants d'Algérie, avec, à sa tête depuis le mois de novembre 1957, Pierre Lagaillarde. Et c'est du Comité de vigilance qu'allaient partir les opérations du 13 mai.

Deux crochets au bout des bras

Mais tout d'abord, une manifestation fut organisée par le C.E.A. pour le 26 avril afin de réclamer un gouvernement de salut public. Un tract, diffusé dans tout Alger, appelait la population à manifester : *Pour maintenir l'Algérie française, pour empêcher toute ingérence étrangère, pour restaurer la grandeur de la France, nous exigerons que le peuple d'Algérie puisse faire entendre sa voix lorsqu'il s'agit de son destin. Nous exigerons la formation d'un gouvernement de salut public, seul capable de garder l'Algérie, de réformer le système.*

Le rendez-vous en cortège était fixé à 16 heures au monument aux morts, et il était précisé que la manifestation devait se dérouler dans le silence et le calme.

Le 26 avril, dès 15 heures, deux colonnes d'anciens combattants se formèrent. L'une, au Foyer civique, était menée par Mouchant, impressionnant avec ses deux crochets au bout des bras, l'autre, à la Maison du combattant, était dirigée par Arnould et Martin, cepen- ▶

Le serment des anciens combattants du 7 juillet 1957

Le Comité d'entente et d'action des anciens combattants d'Algérie (C.E.A.) avait déjà, à plusieurs reprises, fait la preuve de son efficacité.

Mais réussir à Alger et se faire entendre à Paris étaient deux choses bien différentes. Cet appel à la métropole avait été une constante de la politique du C.E.A.

C'est pourquoi fut organisé, après d'interminables démarches, un voyage à Alger d'anciens combattants de métropole, sous la double impulsion du C.E.A. et de l'U.S.R.A.F. (1) de Jacques Soustelle, avec la bénédiction du ministère des A.C. et le concours du Gouvernement général de l'Algérie. Le but du voyage : une cérémonie au cours de laquelle les anciens combattants feraient serment de s'opposer à toute mesure menaçant l'intégrité du territoire et l'unité française.

Prévu pour les 29 et 30 juin, ce voyage avait été retardé de quelques jours à la demande de Robert Lacoste, qui tenait à y assister.

Le 5 juillet 1957, le C.E.A. accueillit Alexis Thomas, président de l'U.N.C., le colonel Bourgoin et une cinquantaine de représentants ou de dirigeants d'associations d'A.C. de la métropole. Tous étaient venus avec leurs drapeaux.

La liste des associations participantes était impressionnante : Union nationale des combattants (U.N.C.), Anciens Combattants d'A.F.N., Union nationale des anciens des chars et blindés, Fédération des amicales régimentaires, Union nationale des médaillés de la Résistance, Amicale des anciens de la 3e D.I.A., Comité de liaison interfédéral des amicales régimentaires (1re D.B. de 1944 - 5e D.B. - Légion des Mille), Rhin et Danube, 2e D.B., Corps expéditionnaire français en Italie, Français libres, Flandres - Dunkerque 1940, 1re D.F.L., Combattants de l'Union française, Organisation de résistance de l'armée (O.R.A.), Anciens des services spéciaux de la défense nationale, Confédération nationale des combattants volontaires de la Résistance, Comité du Relais sacré.

Il y avait là non seulement les associations de 1939-1940, familières aux pieds-noirs, mais aussi les vétérans de 1914-1918 et plusieurs représentants de la Résistance, dont Maxime Blocq-Mascart.

Le 5 juillet, à la Maison du combattant, Alexis Thomas, Alexandre Sanguinetti et Maxime Blocq-Mascart prononcèrent des discours passionnés devant une foule ravie et enthousiaste. Et le lendemain, une partie des visiteurs se rendit chez le bachagha Boualem, à Oued-Fodda, où Alexandre Sanguinetti allait saluer les harkis qui avaient détruit le maquis de l'aspirant Maillot.

Le 7 juillet, enfin, ce fut le Serment d'Alger.

Un podium avait été dressé au centre du square Laferrière. Tout autour se pressait une foule immense et joyeuse. Les A.C. musulmans étaient venus nombreux, arborant fièrement leurs médailles.

Le colonel Bourgoin, un pied-noir, héros des bataillons du ciel, lut d'une voix grave le serment :

Unis par leur foi dans la grandeur et l'avenir de la France, dépositaires de l'honneur de la nation, fidèles au souvenir des Français de toute origine tombés pour la défense et la libération de leur patrie commune, deux millions d'anciens combattants de la métropole font, par notre voix, en Algérie, terre française, le serment de s'opposer par tous les moyens à toute mesure qui menacerait l'intégrité du territoire et l'unité française.

Ce serment fut repris par tous les A.C. de métropole et d'Algérie devant une mer de drapeaux. Puis ce fut une Marseillaise *éclatante, comme les pieds-noirs savent la chanter.*

Il était 11 heures. A la même heure, à Paris, sous l'Arc de Triomphe, le même serment était prêté par un certain nombre de dirigeants d'anciens combattants.

Pour le C.E.A., c'était l'apothéose, le triomphe des efforts déployés pour contrer la propagande diabolique d'une certaine presse. Pour l'Algérie, cette solidarité jurée était un pas sur le chemin de la victoire.

Ce serment, le C.E.A. le tiendra jusqu'au bout.

Mais en métropole, il n'en sera pas de même. Peu à peu, les associations d'A.C., devant l'attitude de plus en plus ambiguë du général de Gaulle, redécouvriront le charme de l'apolitisme sacré. Le colonel Bourgoin sera élu député U.N.R. dès 1958 et Alexandre Sanguinetti, après avoir été « Monsieur Anti-O.A.S. » au cabinet de Roger Frey, sera nommé ministre des Anciens Combattants.

Lucien GRISONI

(1) U.S.R.A.F. : Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française

“la France de Dunkerque à Tamanrasset” cette promesse qui se l

dant que, sous la direction de Pierre Lagaillarde, un troisième cortège, composé d'étudiants et de lycéens, se dirigeait, depuis le centre de la ville, vers le monument aux morts.

La manifestation se déroula dans le calme et la dignité et, fait nouveau, la population d'Alger s'était jointe spontanément aux A.C. et aux étudiants. Trente mille personnes environ étaient descendues dans la rue et s'étaient rassemblées en silence. A ce titre, le défilé du 26 avril 1958 a été très important. Il a impressionné Lacoste. Il a prouvé à la foule algéroise qu'une manifestation pouvait être ordonnée, exemplaire, fraternelle.

4) Le 13 mai 1958.

Le 9 mai, un communiqué de la rébellion annonça que trois soldats français prisonniers avaient été fusillés en Tunisie. Une nouvelle manifestation fut immédiatement organisée. Le C.E.A. diffusa des tracts appelant, cette fois, les Algérois à se rendre au Forum pour protester contre l'assassinat des trois jeunes soldats. La date de la manifestation était fixée au 13 mai.

C'est derrière deux voitures radio, fournies par Claude Martin et occupées par Mouchant et par Arnould, que fut rassemblée l'immense foule qui, de partout, déferlait vers le Forum. Le boulevard Laferrière, qui va du G.G. au Front-de-Mer, était noir de monde. De milliers de gorges montaient des *Marseillaise* vibrantes. Pierre Lagaillarde, en tenue léopard, s'empara du micro et se mit à haranguer la foule du haut du monument aux morts.

La suite, tout le monde la connaît.

Les dirigeants du C.E.A. ne firent partie d'aucun des 13 complots du 13 Mai. Lorsque Salan quitta la manifestation, presque tous rentrèrent chez eux, alors que le vrai jeu commençait. Pourtant, Arnould d'abord, puis, dès le lendemain, Mouchant et Martin, furent admis au Comité de salut public aux côtés de quelques quidams qui se trouvaient par hasard au bon endroit — et d'autres qui savaient ce qu'ils faisaient.

Mais le C.E.A. participa très étroitement aux rassemblements de musulmans et d'Européens qui suivirent. Arnould intervint très souvent au micro ainsi que le commandant Mahdi.

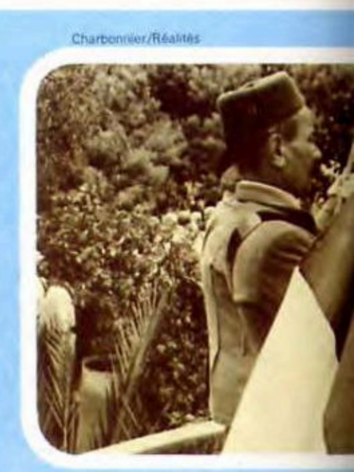
Tous ceux qui étaient présents entendent encore les voix de muezzin de Mahdi et de Madani s'adressant en

Collection Sapin Linières



Marseillaise, gerbes, stèles et drapeaux, c'était un côté important de la vie publique en Algérie. A Alger, au pied du monument aux morts, avenue Pasteur, le défilé du 26 avril mené par A. Arnould *(premier rang à gauche). A droite,* le préfet Vignon, en Kabylie.

Charbonnier/Réalités

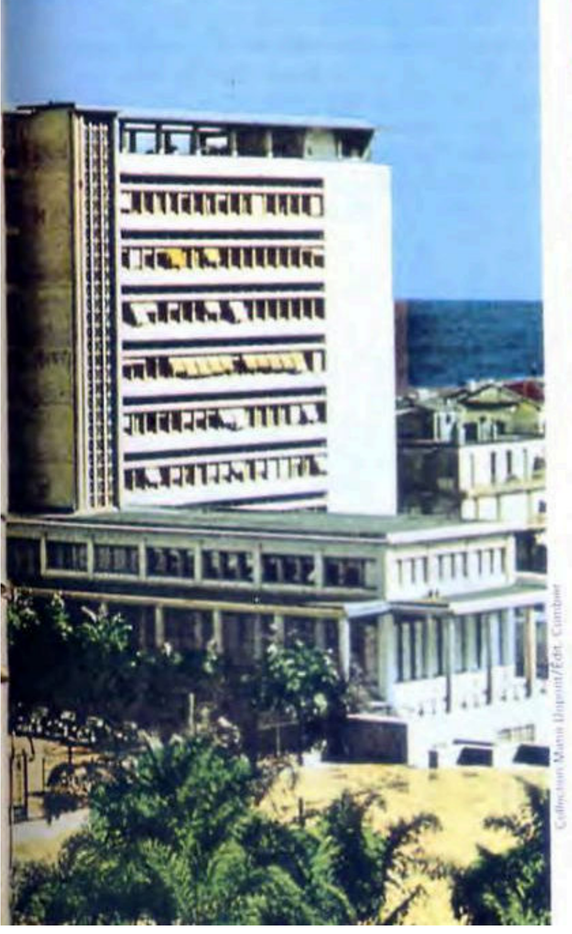


...mita aux timbres-poste

arabe aux foules rassemblées sur le Forum. La fraternisation n'était pas pour eux un vain mot ; ils ont pleuré de joie au spectacle que l'Histoire a enregistré : l'émouvante et inoubliable « chaîne de l'amitié » organisée par Arnould dont l'élan et la sincérité ont, pour un temps, décontenancé le F.L.N. et ses supporters.

A la suite de ces journées extraordinaires, la population, tant européenne que musulmane, eut pendant quelque temps la sensation merveilleuse que la guerre était finie et que l'armée avait pris le pouvoir — ce qui était très important pour les musulmans. Et le F.L.N. ne peut nier que pendant plusieurs semaines, il a cessé toute action. Je suis persuadé que ses dirigeants ont pensé alors qu'ils avaient perdu la partie. La foule, enjeu de la bataille, avait basculé.





Collection Marie Dupont/Édit. Combier

Le COMITÉ d'ENTENTE et d'ACTION des A.C. et C.R. d'ALGÉRIE

communique :

AVEC L'ARMÉE AU FORUM LE 13 MAI !

Peu nous importe le régime de la douche écossaise auquel nous sommes soumis !

Nous devons sans relâche faire notre devoir et saisir toutes les occasions pour clamer à la face du MONDE ce que nous voulons.

Le 13 MAI 1959 doit être une nouvelle affirmation de la volonté — pourtant maintes fois exprimée : en Mai 1958, au Référendum, aux élections. . . . . . — des populations d'ALGÉRIE de rester FRANÇAISES ENVERS ET CONTRE TOUT.

Refaisons la CHAINE DE L'AMITIÉ, au FORUM, en UNION avec notre vaillante armée, comme aux plus beaux jours de MAI 1958.

Ne cédons pas à des mouvements d'humeur, pourtant bien légitimes ; ne cédons pas à la colère toujours mauvaise conseillère.

L'ALGÉRIE de demain sera celle que nous ferons. C'est à nous et à nous seuls de le vouloir ; et à nous et à nous seuls même de l'imposer !

Ne faisons pas le jeu de l'ennemi et de la presse de trahison en sabotant le 13 MAI 1959. La manifestation d'Union dans la FRATERNITÉ doit être éclatante et grandiose pour être efficace.

Le COMITÉ d'ENTENTE et d'ACTION des A.C. et C.R. n'a jamais failli à son devoir, il n'a jamais trahi, en conséquence il appelle les populations de l'Algérois à faire elles aussi leur devoir.

TOUS AU FORUM LE 13 MAI
VIVE L'ALGÉRIE PROVINCE FRANÇAISE
VIVE LA FRANCE !

Collection Sapin Linières

Le ton des tracts diffusés par le comité d'entente lors du 13 mai. Celui-ci date de 1959. Amer anniversaire... Dernier espoir pour 70 associations d'anciens combattants.

On a beaucoup parlé, à propos de la guerre d'Algérie, des occasions perdues. La défaite est toujours la suite d'occasions perdues. La propagande continue à présenter le F.L.N. comme un club de gentlemen au cœur tendre, prêts à tout moment à négocier une paix honorable, mais dont les bonnes intentions étaient bafouées par l'égoïsme des Français d'Algérie — et en particulier des anciens combattants — qui repoussaient les réformes pourtant les plus justifiées.

La valise ou le cercueil

C'est oublier que le F.L.N. n'a jamais varié. Du début à la fin, il a peint sur les murs d'Algérie le même slogan, la même option politique : « La valise ou le cercueil » (1).

Et s'il fallait écrire l'inutile histoire des occasions perdues, le 13 mai 1958 n'en est-il pas une ?

(1) N.D.L.R. : il est évident que ce reproche adressé au F.L.N. n'engage que la responsabilité de l'auteur.

Pendant des mois, le C.E.A. a réclamé de toutes ses forces que fût réalisée, *de facto* et *de jure*, cette intégration qui pouvait peut-être assurer la victoire en exploitant l'élan de fraternisation du 13 mai et l'effacement du F.L.N., manifestement déconcerté.

Rien n'a été fait... Pardon ! j'oubliais qu'après de nombreuses hésitations on a autorisé l'Algérie à utiliser les timbres de France !... Qui pouvait croire que Paris s'intéressait au problème algérois?

L'enthousiasme, l'espoir, ont fait place à l'inquiétude, puis à l'amertume.

La foule immense qui avait hurlé sa joie et son espoir en entendant le général de Gaulle saluer au Forum la « France de Dunkerque à Tamanrasset » pouvait-elle penser que cette promesse se limiterait aux seuls timbres-poste ? H

Lucien GRISONI

UN HOMME, UN JOURNAL D'

A LA veille de la crise, du drame peut-être, Alain de Sérigny s'interroge. Il en est arrivé à cette conclusion : il n'y a pas d'autre issue, pour éviter le pire, que d'en appeler à de Gaulle. Pour le directeur de *l'Echo d'Alger,* la déliquescence du régime conduit nécessairement à un Front populaire à direction communiste, générateur d'une guerre civile. Face à cette menace inéluctable, le général est le seul homme en France à pouvoir faire entendre sa voix.

Le seul, estime Sérigny, dont le prestige puisse dominer la guerre des partis. Le seul que l'affection réelle du peuple français imposera à la mauvaise volonté des factions. Mais, dans sa retraite de Colombey, l'ermite qui poursuit sa « traversée du désert » en rédigeant ses Mémoires, s'oblige au silence. Il ne consentira à mettre le poids de son nom et de son autorité dans la balance qu'à l'appel du pays... Ah ! si Lacoste acceptait...

Dien Bien Phu diplomatique

Cette idée, Sérigny l'a soumise à Jacques Soustelle et à Léon Delbecque, le 8 mai. « Le temps presse. Ce n'est plus une question de jours, c'est une question d'heures, leur a-t-il dit. Pflimlin s'acharne à former un gouvernement sur lequel pèsent déjà les prétentions de Mendès-France et de ses amis... S'il est investi, nous sommes perdus...

» Je pourrai peut-être convaincre Lacoste de proclamer qu'il restera à Alger jusqu'à la formation d'un gouvernement de salut public ou d'union nationale, a poursuivi le directeur de *l'Echo d'Alger*. Ne m'a-t-il pas dit lui-même : « Nous sommes dans la mouise jusqu'au » cou. Nous allons vers un Dien Bien » Phu diplomatique. Il n'y a que « le » grand Charles » qui puisse nous sau- » ver » ?... Si j'obtiens une telle déclaration du ministre, ne pensez-vous pas que de Gaulle y répondra ? Il pourrait faire ainsi sa rentrée sur la scène politique. »

Soustelle et Delbecque ont trouvé la suggestion intéressante. Ils le lui disent. Aussi, Sérigny n'hésite plus. Il verra Lacoste. Sans perdre une minute, il s'embarque, ce 8 mai, sur l'avion postal de nuit qui fait escale à Marseille et arrive à Alger à 7 heures. A 10 heures, il est reçu au palais d'Eté.

Le comte Alain Le Moyne de Sérigny, qui « fait » la politique de l'Algérie depuis 1945, va jouer, une fois de plus, un rôle prépondérant. Né à Nantes en 1912, ce pied-noir d'adoption est venu, dès l'âge de trois ans, habiter ce pays pour lequel, comme tant d'autres, il s'est pris de passion. Il l'a réellement « dans la peau ».

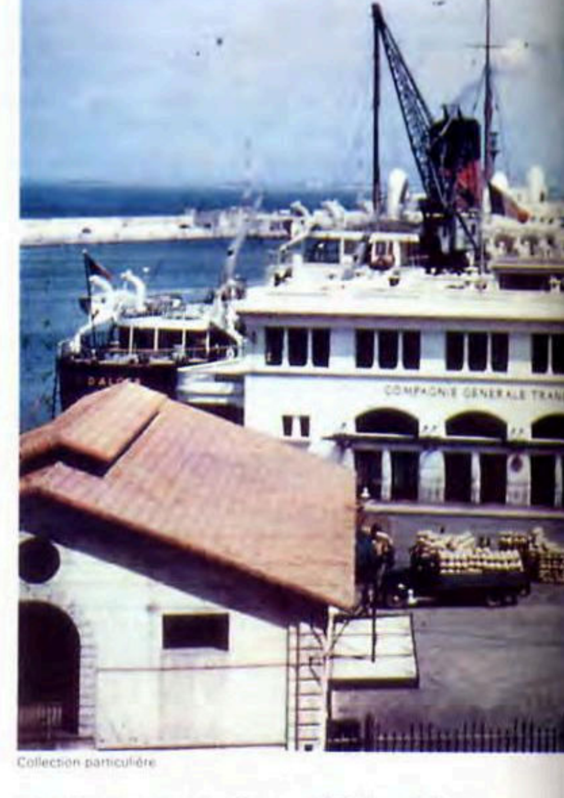
Un cuirassé à marée basse

« J'aime cette terre comme la mienne, dira-t-il. Et aussi cette population, qui mérite l'Oscar du patriotisme et à qui on inflige un martyre incessant. »

A l'âge de dix-neuf ans, il entre à la Compagnie Générale Transatlantique. Il en dirige l'agence d'Alger jusqu'en 1939... La guerre... La captivité en Silésie... Le retour en Algérie... La démobilisation avec le grade de commandant de réserve... Et commence, en 1941, pour Alain de Sérigny, une carrière qui en fera le civil le plus influent d'Algérie.

Il devient le beau-frère de Jean Duroux, le fils du grand minotier d'Alger (« la farine », comme on dit « le vin » pour Borgeaud, « l'alfa » pour Blachette). Et Duroux lui offre la direction de son journal, une feuille de chou à l'époque, qui ne tire qu'à 20 000 exemplaires, sur une page recto-verso.

« Un cuirassé à marée basse... » C'est ainsi que le minotier appelle *l'Echo d'Alger* lorsqu'il le lui confie. Sérigny en fera très vite le premier quotidien d'Algérie, sinon par le tirage (*l'Echo d'Oran,* de Pierre Laffont, le dépasse à cet égard), du moins par l'influence.



Collection particulière

« Je compris qu'un journal est une chose qui peut faire beaucoup de bien ou beaucoup de mal », dira Sérigny. Il va s'en servir pour faire le bien — ou du moins ce qu'il pense être le bien — des Européens d'Algérie.

Très vite, il imprime au quotidien sa marque personnelle. Harmonie de la

Georges Ménager/Paris-Match

Sur le balcon de son appartement algérois, avenue ▶ Foureau-Lamy, non loin du palais d'Été, Alain de Sérigny, à l'époque où il avait fait de son journal un cuirassé de haute mer, dans la tempête algérienne, portant haut le pavillon de l' « Algérie française ».

ALGÉRIE : SÉRIGNY



Keystone

◄ Jean Duroux est aussi propriétaire de *l'Écho d'Alger,* un journal qui s'étiole, au point que Duroux, quand il chargera Sérigny de s'en occuper, dira : « C'est un cuirassé à marée basse. » *Ci-contre :* Alain de Sérigny.

La Compagnie Générale Transatlantique, où Alain de Sérigny fera ses premières armes, en Algérie. Il y est arrivé à 19 ans. En 1939, il dirige l'agence d'Alger.
◄ Il épouse la belle-sœur d'un gros minotier : Jean Duroux.

mise en page, choix judicieux des informations, bonne présentation. Grand travailleur, mettant à tout ce qu'il fait une passion débordante, Sérigny reste souvent au marbre jusqu'à 2 heures du matin. Ce qui ne l'empêche pas de se retrouver derrière son bureau directorial à 8 heures. Rarement, il trouve le temps de venir se reposer dans son château de Chalmaison, en Seine-et-Marne. Et lorsqu'il traverse la Méditerranée, c'est plutôt dans les salons de l'hôtel Scribe qu'on le rencontre, méditatif et toujours agité.

Grand, mince, chauve, les lèvres pincées, le nez chaussé de lunettes d'écaille, cet aristocrate, volontiers hautain, dissimule, derrière un abord sévère, une sensibilité exacerbée. C'est un écorché vif. A *l'Echo,* on redoute les colères de cet homme irascible qu'affectent d'horribles douleurs nerveuses et que guette l'ulcère à l'estomac.

Condamné à mort par le F.L.N.

En 1948, Alain de Sérigny est élu à l'Assemblée algérienne, sous l'étiquette du R.P.F. Mais rapidement, dira-t-il, il a compris que « cette Assemblée n'était autre qu'un filet destiné à camoufler ce que l'Etat ne pouvait faire ». Bourgès-Maunoury le nomme, en 1956, auditeur à l'Institut des hautes études de défense nationale. Puis Robert Lacoste se souvient qu'en 1942 le directeur de *l'Echo* s'est lié d'amitié avec Robert Murphy, qui préparait alors pour le compte des Alliés le débarquement en Afrique du Nord. Il l'envoie aux Etats-Unis pour informer les Américains de la situation en Algérie. Là-bas, le journaliste verra toutes les autorités du *State Department.*

Pétainiste fervent (« Pétain a été un moment l'âme et la pérennité de la France », a-t-il écrit), Alain de Sérigny a bâti sa carrière politique sur le *non.* Un *non* qu'il affirme avec talent dans son journal. Il s'oppose au statut de 1947. Il s'oppose aux augmentations de salaires. Il s'oppose aux cités musulmanes de Jacques Chevallier... Lucide, quand éclate la rébellion de 1954, il ne la sous-estime pas. Il en imagine les lendemains « si une politique de fermeté n'est pas appliquée avec vigueur ».

« Les rebelles, dit-il, sont les hommes de choc d'un attaquant lointain. » Il voit dans les mots d'ordre d'indépendance qui courent d'un bout à l'autre du Maghreb le résultat d'une coalition arabo-asiatique. Celle-ci ne peut manquer de déboucher sur la satellisation de l'Afrique du Nord à l'U.R.S.S.

Condamné à mort par le F.L.N., provisoirement allié de Borgeaud, Alain de Sérigny est l'élément catalyseur de toute la rogne, de toute la grogne, et bientôt de toute la haine des pieds-noirs. Brillant journaliste, c'est aussi un bel orateur. Il sait convaincre et il s'y emploie. Représentant du *lobby* algérois, il ne cesse de se démener avec un beau dynamisme : interviews, télégrammes aux députés, coups de téléphone et visites aux ministres, messages directs ou indirects à René Coty. Il sait utiliser chaque mode de pression avec efficacité. Et tout ce que la politique compte de personnages importants s'entretient avec le directeur de *l'Echo d'Alger.* Car qui, mieux que lui, connaît la température, heure par heure, minute par minute, de l'Algérie ? Son avis, son accord sont indispensables lorsqu'il s'agit d'entreprendre quelque chose.

D'abord opposé à Jacques Soustelle, Alain de Sérigny a « basculé », comme beaucoup d'autres, au lendemain des massacres de Philippeville. Lui qui, peu de temps auparavant, prenait position pour le maintien du double collège, il a compris qu'au « mythe » de l'indépendance on ne pouvait opposer désormais que l'intégration. C'est-à-dire la fin de toute discrimination entre les musulmans d'Algérie et les Français de souche ou les métropolitains. Et il s'y résout. Oh ! pas de gaieté de cœur... Mais il sait bien que l'armée, dont tout dépend en définitive, si elle est attachée à la permanence de la présence française, n'est nullement favorable au maintien des privilèges de la minorité européenne.

Le " grand Charles " décidé à parler ?...

Le 9 mai, Robert Lacoste, qui a vu s'accentuer l'hostilité des socialistes envers leur ministre de l'Algérie et qui ne sait pas très bien quelle conduite tenir, reçoit donc Alain de Sérigny au palais d'Eté. Le directeur de *l'Echo d'Alger* développe ses arguments :

— Monsieur le ministre, lui dit-il, vous m'avez souvent fait part de votre étonnement devant le silence du général dans la situation actuelle. Selon vos affirmations antérieures, il est le seul capable de montrer assez d'autorité ►


Georges Ménager/Paris-Match

Chez Alain de Sérigny défilèrent tous les acteurs des scènes politiques algéroise et parisienne, au moment où il était un des personnages les plus influents d'Algérie.

pour raisonner nos gens. Aussi, je vous demande d'accepter de faire une déclaration qui précisera la nécessité d'une trêve immédiate entre les partis afin que se constitue un gouvernement de salut public... Il serait opportun aussi que vous annonciez votre intention de rester à Alger jusqu'à ce que ce but soit atteint.

Et Sérigny ajoute :

— Si vous agissez ainsi, le général de Gaulle serait disposé à vous donner raison dans une déclaration publique.

Sursaut de Lacoste :

— Pas possible ! Mais c'est formidable ! Le « grand Charles » enfin décidé à parler ?... C'est fantastique ! Entendu, mon vieux, je ferai cette déclaration.

— Vous pouvez, monsieur le ministre, vérifier mes assertions en téléphonant à Jacques Soustelle, selon un code convenu entre lui et moi.

— Il est inutile de téléphoner à Soustelle, répond Lacoste. J'ai entièrement confiance en vous.

Mais quelques minutes plus tard, une fois Sérigny sorti de son bureau, Robert Lacoste redevient hésitant. Il sait fort bien qu'on veut l'amener à basculer. Toutes ces semaines, il n'a cessé de subir des pressions. Celles des activistes, mais aussi celles de l'armée, qui lui a rendu, la veille, un solennel et vibrant hommage. En présence d'une foule affectueuse, enthousiaste, qui lui criait : « Restez avec nous, restez avec nous », il a reçu, des mains de Salan, la croix de la valeur militaire « pour avoir donné pendant vingt-sept mois l'exemple du plus ardent patriotisme [...], avec une énergie farouche, un courage de tous les instants, un désintéressement total... ». Le ministre a été plus que touché : ému.

Mais aujourd'hui, Lacoste s'est ressaisi. D'autant qu'il vient de recevoir la visite de plusieurs membres de son parti, venus de Paris pour le voir.

« Cette histoire m'embête. Je ne sais pas si je vais accepter de faire cette déclaration », dit-il à Gorlin, son attaché de presse.

Sérigny, de son côté, redoute que Lacoste ne se ravise, qu'il ne se laisse à nouveau engluer par son parti. Il relance le ministre qui, cette fois, ne dit ni oui ni non.

« Vous comprenez, explique-t-il, embarrassé, une telle démarche est si grave de conséquences qu'il m'est nécessaire d'y réfléchir *avant* de me décider. »

Nouvelles visites, nouveaux coups de téléphone du journaliste qui sait être opiniâtre. Mais Lacoste, cette fois, a pris sa décision. Il refuse sans détour :

« C'est non, je ne marche pas. »

Le ministre résidant, à la veille des événements qu'il pressent, a choisi la fuite. Il partira. C'est la seule façon pour lui de ne pas se trouver prisonnier de cette extraordinaire atmosphère algéroise, passionnée, dangereuse. Il quittera l'Algérie le 10 mai pour n'y plus revenir, après avoir enfanté ce monstre mort-né qui restera dans l'Histoire sous le nom de loi-cadre, jugée insuffisante par les uns, exagérée par les autres.

L'appel au général de Gaulle

Apprenant de la bouche de Gorlin qu'il n'y a plus rien à attendre de Lacoste, le directeur de *l'Echo d'Alger*, amer, furieux, lance à l'attaché de presse :

« Dites au ministre que, maintenant, j'ai compris la valeur de ses engagements. »

« J'étais d'autant plus rempli d'amertume devant la subite volte-face de Lacoste, écrira plus tard Alain de Sérigny, que ce dernier ne se gênait pas pour dire à qui voulait l'entendre qu'avec un gouvernement Pflimlin l'Algérie courait à sa perte... Comment expliquer, sinon par une fidélité aveugle à son parti politique, qu'un homme de cette trempe se dérobât comme il venait de le faire, en une heure aussi cruciale et décisive ? »

Le 10 mai au matin, Sérigny prend l'avion pour Paris en compagnie de Léon Delbecque : « Puisque Lacoste se dégonfle, déclare-t-il à son compagnon, je vais moi-même lancer un appel au général de Gaulle. Nous allons soumettre cette idée à Soustelle et, s'il est d'accord, je n'hésite pas... »


A.-C. Grécourt

Dès leur arrivée à Paris, les deux hommes se rendent chez l'ancien gouverneur de l'Algérie. Sérigny lui fait une relation détaillée de sa tentative infructueuse auprès de Lacoste. Il lui dit sa déception et lui annonce son intention de s'adresser lui-même à de Gaulle :

« Mais c'est une excellente idée », lui répond Jacques Soustelle.

Rendez-vous est pris pour le soir même. Ils étudient le texte de l'article. Et, à 21 heures, le « papier » est déjà sur les fils à destination d'Alger. Il paraît le lendemain dans *Dimanche matin,* supplément hebdomadaire de *l'Echo d'Alger,* sous le titre « Parlez, mais parlez vite, mon général... »

Cet appel à de Gaulle fait l'effet d'une bombe. Pensez donc, le pétainiste qu'est le comte Alain de Sérigny se ralliant à l'homme de Colombey... En préambule de son article, le directeur de *l'Echo d'Alger* évoque d'ailleurs l'attachement qu'il a voué au chef du gouvernement de Vichy et sa fidélité à ce qu'il représentait.

« En Algérie, ce n'est un secret pour personne, écrit-il, que *l'Echo d'Alger,* dont j'assume la direction depuis 1941, a pris, dès cette époque, une position très nette en faveur de la politique suivie en Afrique du Nord par le maréchal Pétain et conduite par un chef prestigieux : le général Weygand.

» Cette position très ferme, malgré les fortes pressions et les menaces précises dont j'ai été l'objet par la suite, je ne l'ai jamais reniée, même lorsqu'en 1944, à Alger, certains membres de votre entourage (M. André Philip, notamment) voulaient me faire payer le prix de cette attitude par la dévolution de *l'Echo d'Alger* au profit de telle ou telle fraction du tripartisme qui venait de prendre



Le directeur de *l'Écho* est reçu au palais d'Été, résidence de Robert Lacoste, quand il le demande, car, par son extrême activité, la puissance de son journal, l'étendue de ses relations, c'est un homme à ménager, même si ses positions divergent de la politique du ministre résidant. *A gauche,* la garde d'honneur, spahis sabre au clair; *à droite,* l'entrée principale du palais.



A. C. Grécourt



Tesseyre Litran/Paris-Match

Robert Lacoste, ▶ penché sur ses dossiers. Ils sont lourds en mai 1958. Alain de Sérigny le poussera à participer à ◀ un gouvernement de salut public et à rester en Algérie. Lacoste, d'abord séduit, hésitera, puis finalement quittera l'Algérie.

son essor à l'Assemblée consultative d'Alger. A cette époque, aux yeux de maints « gaullistes », j'étais, en somme, un des hommes à abattre, l'affreux vichyssois... »

Puis il en vient aux raisons qui l'amènent à se tourner vers de Gaulle :

« ... Aujourd'hui, mon général, la situation de l'Algérie et, partant, de la France, est positivement dramatique. Ce n'est pas le plan militaire qui nous inquiète, c'est ce qu'on appelle communément le « front intérieur » qui nous angoisse.

L'« Homme du 18 Juin ».

» Ces jours-ci, M. Robert Lacoste, en personne, après avoir dressé un tableau très satisfaisant de l'évolution de la situation militaire, n'a pas hésité publiquement à faire part de ses craintes d'un « Dien Bien Phu diplomatique » !...

» Pendant ce temps, les Soviets et nos bons amis anglo-saxons, en vertu d'un principe nouveau du droit des peuples à disposer des autres, se livrent entre eux à une concurrence dont « notre aimée et souffrante Algérie » est l'enjeu, dans le dessein évident de s'emparer des richesses pétrolières sahariennes [...], ces richesses qui sont le gage de l'indépendance (la vraie, celle-là) de la France et de l'Europe de demain.

» Tandis que nos admirables soldats livrent un combat qui force l'admiration de la grande famille française, étreinte par une angoisse légitime à l'idée que leurs sacrifices, une fois encore pourraient être consentis en vain, l'Assemblée nationale, coupée du pays, vivant exclusivement dans son petit monde à elle, continue de donner au pays et à l'étranger le spectacle le plus avilissant de notre histoire. »

Et c'est l'« appel » proprement dit :

« A cor et à cri, l'Algérie tout entière, privée de sa représentation légale à l'Assemblée nationale, supplie en vain le Parlement de faire taire ses querelles intestines pour la formation d'un gouvernement de salut public, seul capable de sauver du désastre dix millions de Français qui, aux yeux de certains, commettent sans doute un crime en voulant rester français.

» Dans leur détresse, vers qui se tourneraient ces Français sinon vers l'homme qui s'est tenu rigoureusement à l'écart de ces luttes misérables et qui incarne l'attachement passionné à la seule cause de la patrie ?

» Je n'ignore pas, mon général, qu'à plusieurs de vos amis qui s'étonnaient de votre silence vous avez répondu fort à propos : « A quoi bon parler si l'on » ne peut pas agir » ?

» Aujourd'hui, me tournant vers vous, je m'écrie : Je vous en conjure, parlez, parlez vite, mon général, vos paroles seront une action. »

Ce dimanche matin 11 mai, le journal brûle les doigts aux Algérois. A l'heure de l'anisette, dans les cafés élégants de la rue Michelet comme dans les petits bars de Bab-el-Oued, c'est la même interrogation entre amis : « Tu l'as lu, dis, l'article ? »

Le retentissement est considérable. Alger n'a jamais compté beaucoup de gaullistes. Au contraire, l'« Homme du 18-Juin » est pour beaucoup, ici, celui qui n'a pas craint de faire un bout de chemin avec les communistes, celui qui s'entoure d'hommes aux idées dites « progressistes ». Un mot qui, aujourd'hui, pour la plupart des pieds-noirs, est synonyme de défaitisme. Un mot qui implique l'abandon, la trahison.

Un mélange détonant

Un instant déconcertée, désorientée, l'opinion algéroise prend, elle aussi, le tournant. Alain de Sérigny et son journal ne sont-ils pas le « phare » qui guide, le support des mots d'ordre et de l'action à suivre ? Et tout de suite, derrière le nouveau « gaulliste », c'est le ralliement général — y compris celui de la fraction la plus conservatrice d'Alger — à l'homme dont on veut croire qu'il saura maintenir l'Algérie française.

Les activistes et les ultras d'Alger rejoignent les rangs des gaullistes qui, dans l'ombre, préparent le retour au pouvoir du général de Gaulle... Le mélange détonant est prêt. Il ne reste plus alors qu'à allumer la mèche. H

Pierre-Albert LAMBERT

QUAND J'ÉTAIS "TOUBIB CHEF" A TIGZIRT...

TALA - N'TAGHRAST et Tibecharen ne sont plus que des souvenirs. Je suis affecté, depuis ce matin, à Tigzirt, où je remplace le médecin chef. Je me sens tout heureux, pas tellement pour la promotion que représente cette affectation, mais à cause de l'électricité et de l'eau courante, retrouvées après quelques mois passés dans la nature.

A peine arrivé, je suis averti que je dois retourner immédiatement à Tibecharen pour faire le constat de décès du chef du village.

Dans la montagne, la mort est partout...

Mon ami, le lieutenant Pierre, m'attend avec ses gars pour assurer mon escorte. Deux heures de marche dans la montagne et nous atteignons le village. Le spectacle qui nous attend est peu réjouissant. Plus rien à faire pour le malin chef du village, qui venait souvent nous dire bonjour à Tala-N'Taghrast : les mains liées derrière le dos, couvert de sang, il a le cou tranché d'une oreille à l'autre. Les fellaghas l'ont exécuté, et de quelle façon ! Et pourtant, son seul crime n'a été que de s'être comporté avec nous d'une manière un peu moins hostile que les autres — peut-être par reconnaissance pour les soins que j'avais donnés à lui-même et à sa famille.

Ici, dans la montagne, la mort est partout.

Sur la plage de Tigzirt, à quelques kilomètres seulement, les soldats, en foule, s'ébattent joyeusement dans la mer. On a peine à imaginer que les fellaghas soient si près et la mort avec eux.

Aujourd'hui, je pars en opération avec l'état-major à El-Azaïb. Nous devons faire des vérifications dans les villages avoisinants qui servent de repaires aux rebelles.

De la jeep, qui monte la pente raide en première, j'observe la progression des colonnes précédées de chiens policiers. Ces derniers aussi payent un lourd tribut à cette guerre d'embuscade. Les fellaghas visent tout particulièrement ces précieux alliés qui se faufilent sans bruit dans les taillis les plus épais et les découvrent sans peine dans leurs cachettes les plus secrètes.

Au loin, crevant la forêt, j'aperçois un rocher, surmonté de nos couleurs, comme une île, au milieu d'un océan déchaîné : c'est le camp de Tala-Maïach, que tient la 3e compagnie.

Le soir, nous rentrons bredouilles. A notre arrivée, les fellaghas s'étaient évaporés dans la nature. Il aurait fallu agir par surprise ou tendre des pièges.

Mon déplacement n'aura pas été inutile. Je ramène, d'un village perdu sur un piton, un nourrisson qui n'aurait pu survivre que quelques heures et que la tente à oxygène du petit hôpital de Tigzirt va sauver.

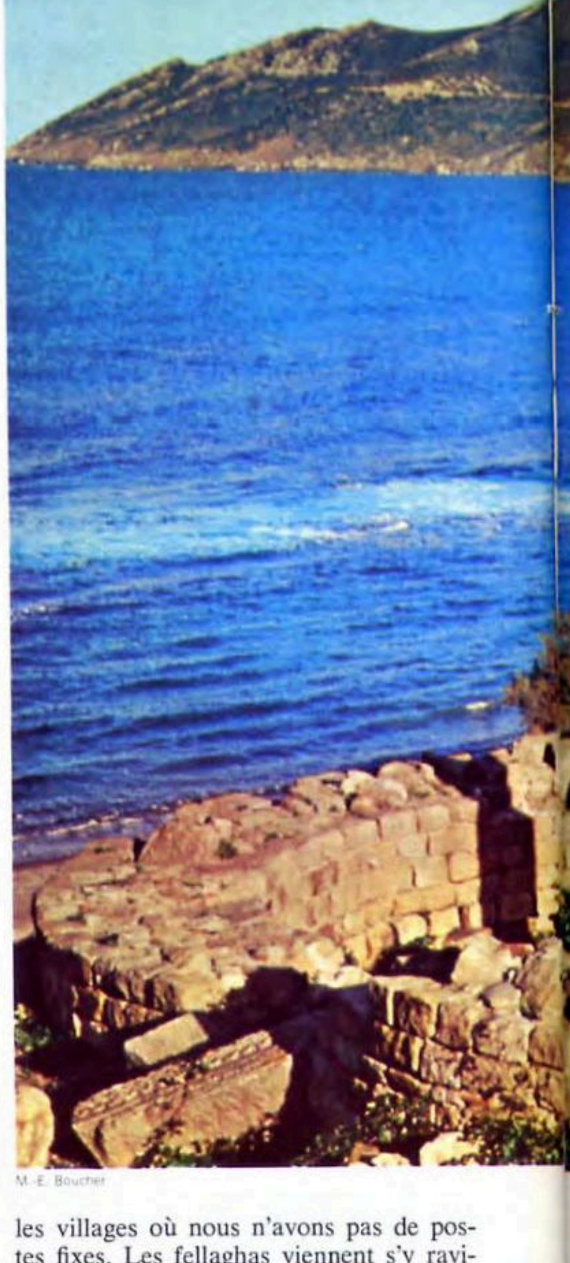
Depuis ce matin, je participe à une importante opération où sont engagées toutes les forces de la région. Des photos aériennes ont révélé des modifications dans l'aspect de la forêt de Mizrana. Une tache blanche, examinée à la loupe, trahissait la présence d'un camp camouflé de rebelles.

Je dispose d'une ambulance et d'un matériel considérable.

Nous nous installons sur un piton, proche de la mer. Le soleil nous cuit, mais une brise rafraîchissante, arrivant de la Méditerranée, aide à le supporter.

Nous avons sous les yeux la forêt et les villages où nous n'avons pas de postes fixes. Les fellaghas viennent s'y ravitailler et parfois même goûter, pendant plusieurs jours, au repos du guerrier.

Autour de nous, les postes de liaison



M.-E. Boucher

« Képis blancs » crapahutant quelque part dans l'Aurès, où se déroule une opération. L'aviation intervient.



Flammio



La plage sauvage et magnifique de Tigzirt, en Grande Kabylie. Comme à Tipasa, sur le littoral algérois, les montagnes descendent jusqu'à la mer, et des vestiges de ruines romaines dorées par le soleil donnent à ce rivage la beauté des sites choisis par les dieux...

radio n'arrêtent pas de transmettre selon le code rituel, assurant la liaison entre l'état-major, les patrouilles dans la forêt et les avions d'observation.

Les soldats éprouvent beaucoup de difficulté à avancer dans l'enchevêtrement des broussailles, qui offrent aux fellaghas, tant elles sont touffues et impénétrables, des cachettes idéales. Ainsi, une colonne est passée à quelques pas de trente fellaghas, qui s'y étaient réfugiés. Il a fallu qu'un rebelle, effrayé, ouvrît le feu pour que la présence de la bande fût révélée.

Il avait la foi et défendait sa terre

J'entends qu'une section de la 2e compagnie vient d'être prise à partie, sur l'autre face de la forêt, par des rebelles qui ont immédiatement décroché. Le capitaine a été légèrement atteint dans le dos. Un caporal-chef est grièvement blessé d'une balle à la tête. Un hélicoptère les évacue immédiatement sur Alger.

Avec la nuit, notre ambulance se transforme en dortoir : nous sommes sept à nous partager ce palace improvisé, car le commandant, un capitaine et quelques autres amis ont gentiment accepté d'être nos invités.

A 6 heures, ordre de retourner en bordure de mer : le ratissage s'étant révélé peu efficace, l'aviation va effectuer le bombardement de la forêt.

Pendant une heure, bombardiers et chasseurs, tournent au-dessus de la zone suspecte. Les bombes tombent en chapelets, les explosions se succèdent dans un fracas impressionnant. Les chasseurs plongent, puis surgissent, presque à la verticale des arbres, tandis que l'écho répercute, de colline en colline, le crépitement de leurs mitrailleuses.

Après l'aviation, c'est un régiment de chars qui est engagé. Sa mission est d'appuyer les troupes en cas d'accrochage. Aujourd'hui, il n'aura pas à intervenir.

Nous passons une nouvelle nuit, dans les mêmes conditions de confort, nous avons, décidément, beaucoup d'amis et organisons un casse-croûte de gala avec nos rations de combat : galantine, pâté, bœuf froid, chocolat, pâtes de fruits, nescafé.

L'après-midi nous regagnons Tigzirt. Bilan de trois jours de combat : quatre fellaghas tués et trois prisonniers. Les rebelles ont dû attendre, tranquillement, la fin de l'opération dans des grottes insoupçonnables, comme il en existe tout le long des oueds. Nous n'avons, de notre côté, que quelques blessés légers et un mort, le caporal-chef, décédé à l'hôpital d'Alger, pendant qu'on l'opérait. Je le connaissais bien : un brave pied-noir, à l'accent et au type caractéristiques. Il était de toutes les opérations, toujours volontaire pour les tâches les plus ardues. Il avait la foi et l'on sentait qu'il défendait ardemment cette terre sur laquelle il était né.

Le soir même, la 1re compagnie, rece- ▶

des femmes... ce sont des "djounoud" déguisés

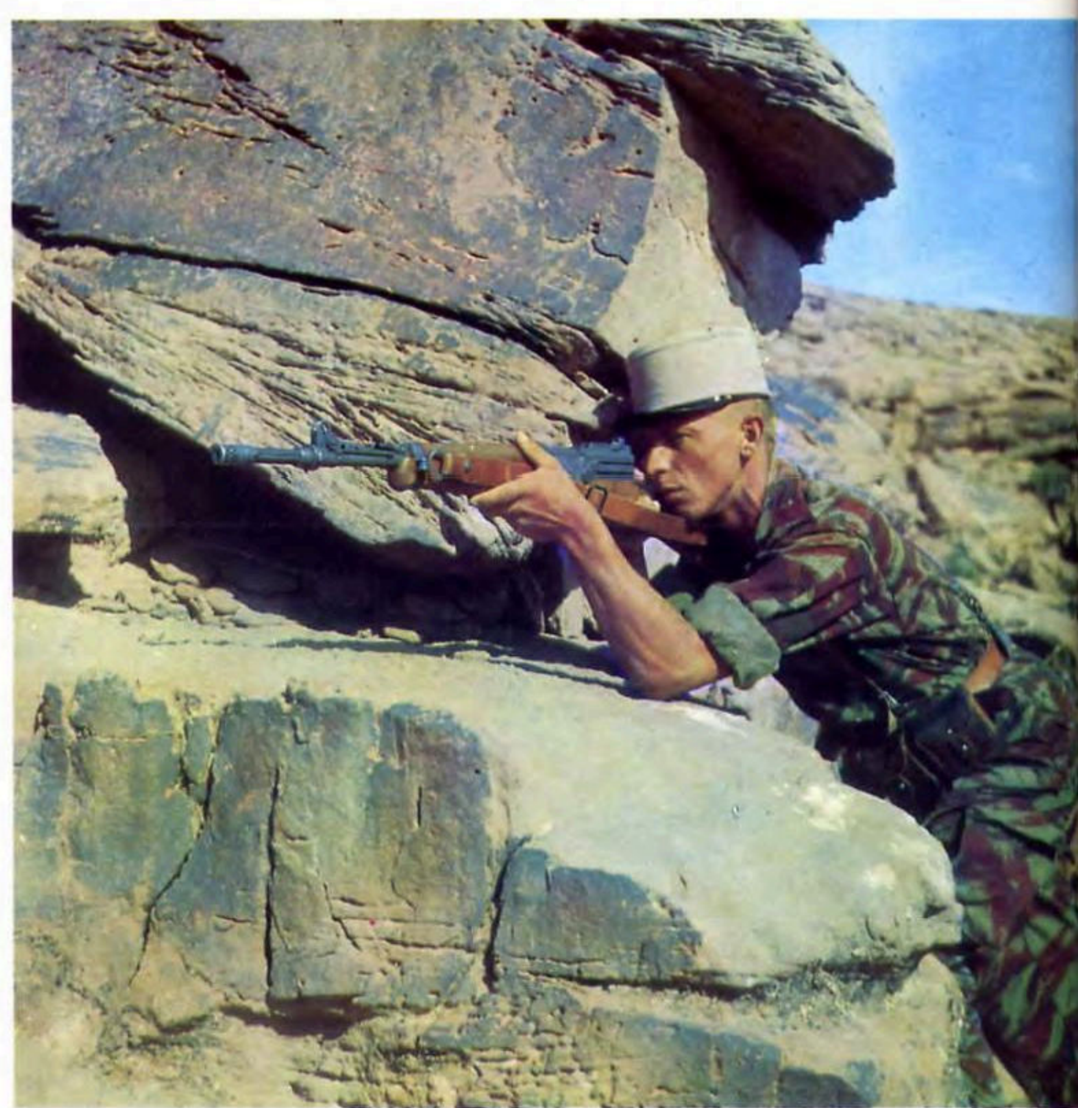
vait un message de la radio rebelle : « Encore manqué ! »

L'un des prisonniers a été reconnu, après enquêtes et recoupements, coupable de crimes particulièrement odieux : assassinat sadique d'hommes sans défense, de femmes et même d'enfants. Il a été jugé et condamné. Nous savons bien, quand nous entendons les coups de fusil de son exécution, que ses victimes sont vengées et que d'autres innocents seront peut-être épargnés. Nous éprouvons pourtant une impression pénible.

Le haut commandement a décidé que tous les villages de la montagne seraient évacués dans les quinze jours. Les habitants seront relogés dans un village de regroupement. Toute la montagne est déclarée zone interdite. Tout individu rencontré dans les djebels sera considéré comme fellagha (alors qu'actuellement chaque fellagha redevient un bon Français lorsqu'il se trouve en présence d'une colonne).

En quelques randonnées dans la montagne, quelques familles sont descendues dans le camp, édifié à leur intention. Celui-ci est entouré de barbelés. Il ne s'agit pourtant pas d'un camp de concentration mais, au contraire, d'une zone protégée, car les rebelles ont interdit aux populations, sous peine de mort, de quitter leurs habitations, où impossibles à identifier, ils étaient parfaitement à l'abri.

Le terrain ainsi dégagé, nous repartons à l'attaque.



Flament



... La forêt, comme une mer verte et immobile !

Le convoi suit une piste très tourmentée. Par moments, les véhicules doivent faire trois manœuvres pour arriver à prendre un virage. Lorsqu'elle devient impraticable, nous formons les colonnes et descendons en longues files sur le versant opposé des crêtes que nous apercevions de notre camp. J'ai l'impression de me trouver dans la fraîcheur d'une vallée pyrénéenne par un matin d'été. Nous progressons dans la verdure, parmi les grenadiers, dont nous pouvons goûter, au passage, les fruits juteux, et traversons de nombreux ruisseaux courant parmi les rochers.

Vers midi, nous abordons un plateau rocailleux, où nous retrouvons l'ardeur du soleil et la poussière, et arrivons à un village.

Immédiatement, nous entendons plusieurs coups de feu. L'éclaireur de pointe a vu fuir un homme et a tiré. Celui-ci a riposté jusqu'au moment où il a été touché et est tombé dans l'oued du haut de la piste en surplomb. Des hommes sont envoyés pour le récupérer. L'homme s'est tué dans sa chute. Sur son corps, on trouve différents papiers frappés du tampon F.L.N. et un fanion blanc et vert.



Flament

Les ordres sont de fouiller le village, puis d'y bivouaquer. Au moment où nous y entrons, nous apercevons plusieurs femmes qui fuient vers la forêt. Quand nous découvrons, à leur taille et à leur façon de courir, que ce sont des fellaghas

Flament

Évacuation sanitaire, comme il s'en produisait souvent dans une opération. *De gauche à droite et de haut en bas :* un « képi blanc » tire. Mais il est blessé. Les premiers soins lui sont donnés sur place. On appelle le « toubib » de la compagnie. L'homme a perdu conscience. Ses camarades l'entraînent hors de la zone de tir. Puis on appelle par radio un hélicoptère. C'est bientôt, dans le ciel, le martèlement familier et, dès que l' « hélico » apparaît, on transporte le blessé, qui se retrouvera, une heure après, sur une table d'opération.



Flament

déguisés, les fuyardes, ou plutôt les fuyards, sont déjà hors de portée. Le ratissage de la forêt étant prévu pour l'après-midi, aucune poursuite n'est organisée.

Après le déjeuner, les hommes s'engagent de front dans les broussailles, comme les fois précédentes, rampant plus que marchant, chacun restant en contact à vue avec ses deux voisins immédiats.

Le P.C. s'installe sur un piton, dominant toute la forêt. Elle nous apparaît comme une mer verte et immobile, impénétrable aux regards, mais nous pouvons suivre la progression des différentes compagnies par radio.

De nombreux fellaghas sont accrochés et l'on suit leur fuite aux mouvements ▶



E.C.P.A.

◄ Le toubib militaire c'est, parfois aussi, le toubib tout court. Un peu le médecin de famille, dans les mechtas. Parfois, rentrant d'opération, il ramenait un nourrisson malade, ramassé en chemin... et le sauvait.

un aspirant, les yeux brûlés au phosphore

des branches. Nos sections souffrent terriblement, car le terrain est beaucoup plus mauvais qu'on ne pouvait le supposer. Il n'y a pas de blessés. Heureusement, car je me demande comment on pourrait les évacuer. Les coins inaccessibles sont grenadés. Par endroits, la forêt semble exploser.

Après deux heures d'observation, nous rejoignons le gros des troupes, sur la berge abrupte de l'oued, face à Rocher-Blanc. Deux cadavres de fellaghas seulement ont été repérés, ce qui ne signifie pas qu'il n'y en ait pas d'autres dans les broussailles.

L'entêtement étant le propre de l'âne et de l'homme, une nouvelle opération est décidée pour nettoyer le coin.

Au rythme où se déroulent nos sorties, je n'arrive presque plus à trouver le temps de m'occuper de mes malades civils de Rocher-Blanc.

Cet après-midi, nous repartons vers Fontaine-Fraîche. Deux rebelles qui, après l'opération de la nuit précédente, croyaient sans doute n'avoir rien à craindre, sont débusqués le long du chemin et fuient dans le lit de l'oued aux premières sommations.

Immédiatement, des coups de fusil partent de nos rangs, mais le tir est trop précipité et les deux fellaghas réussissent à éviter les balles. Ils sont presque arrivés aux buissons providentiels quand le fusil mitrailleur entre en action. En deux rafales, il stoppe leur course.

Je ne peux qu'assister à leur agonie. Il est triste de voir mourir des hommes, même s'il s'agit d'ennemis.

Cette fois encore, les opérations de grande envergure sont complètement inefficaces. Malgré l'intervention des artilleurs de Chréa et les embuscades placées tout autour de la forêt, le résultat est tout aussi maigre : deux fellaghas abattus.

Il est évident que les mouvements de nos colonnes sont repérés longtemps à l'avance par les rebelles, qui ne mettent aucune bonne volonté à nous attendre et à se laisser capturer par nous.

Combien de fois avons-nous pu vérifier nous-mêmes, de la montagne, que le moindre mouvement dans la plaine sautait aux yeux, même pour quelqu'un qui n'était pas chargé de le détecter.

Cette fois encore, malheureusement, nous avons un blessé grave. J'arrive le plus vite possible, pour constater qu'une fois de plus la 2ᵉ compagnie a été frappée par le sort.

L'explosion d'une grenade incendiaire a arrosé de particules au phosphore le visage d'un jeune aspirant. Les yeux ont été touchés. Les petits fragments blanchâtres s'incrustent dans les chairs et les consument inexorablement. Tout ce que je peux faire est de retirer avec une pince ceux que j'aperçois et de l'aider à descendre jusqu'à la route où l'ambulance l'attend. Je sais qu'il va perdre la plus grande partie de sa vision et qu'aucune chirurgie esthétique ne pourra rendre à son visage ravagé ses traits de vingt ans.

Face aux risques mortels de l'embuscade

Je ne peux m'empêcher de penser à tous ceux qui laissent leur jeunesse sur ce coin d'Afrique, alors que quarante millions d'autres Français continuent à mener tranquillement leur existence quotidienne, sans une pensée pour eux. Qui va les pleurer ? Qui se souviendra d'eux dans quelques années ? Auront-ils seulement droit à la reconnaissance de leurs compatriotes ? Auront-ils seulement leurs noms sur ces humbles monuments qui rappellent à la mémoire de chacun le souvenir de ceux qui ont donné leur vie pour assurer la survie des autres ? Les survivants eux-mêmes se souviendront-ils plus tard, lorsque les années les auront aigris ou amollis, de ces journées où certains de leurs compagnons ont fait le sacrifice de leur vie et où eux-mêmes ne l'auraient sans doute pas marchandée ? Jamais, pour ma part, je n'oublierai ces petits gars qui sont directement passés de leur travail quotidien à la pointe d'une section s'enfonçant dans la forêt, face aux risques mortels de l'embuscade. H

Serge de LA ROCHE



Symbolique Militaire

◄ Insigne général des services de santé militaires en Algérie. Il était porté par tous les cadres et l'ensemble du personnel infirmier, sans distinction de grade, de fonction ni d'affectation, dans les postes médicaux perdus en plein bled comme dans les grands hôpitaux des villes.

HISTORIA magazine

Hebdomadaire
paraissant tous les lundis
Éditions Jules Tallandier
Directeur de la publication : ***Maurice Dumoncel***
Directeur des périodiques : ***Georges Mazoyer***

Directeur : ***Yves Courrière***
Conseiller auprès de la Direction : ***Général Beaufre***
Rédacteur en chef : ***Jean Fontugne***
Adjoints : ***Jacques Kohlmann***, ***Marie Elbe***
Chef service photo : ***François Wittmann***
Directeur des publications Historia : ***Christian Melchior-Bonnet***
Administration : ***Christian Clerc***
Maquettiste : ***Roger Brimeur***
Dessinateur : ***John Batchelor***
Fabrication : ***Roger Brimeur***
Secrétariat de la rédaction : ***Brigitte Le Pelley Fonteny***
Adjoint : ***Charles Meyer***
Directeur de la promotion : ***Jacques Jourquin***
Assistantes : ***Chantal de Pinsun***, ***Françoise Rose***
Relations publiques : ***Claude Bénédick***
Abonnements : ***Jean-Loup Pellé***

RÉDACTION-ADMINISTRATION
Librairie Jules TALLANDIER
17, rue Remy-Dumoncel, PARIS-14e **Tél. 707-17-89.**
Télex 21311. Public Réf. 581
Prix de vente au numéro : France, 3 F — Belgique, 30 FB
Suisse, 3 FS.

ABONNEMENTS

FRANCE : 61, rue de la Tombe-Issoire, PARIS-14e. Tél. 707-17-89. CCP « HISTORIA MAGAZINE » Paris 2778-70 ou chez votre dépositaire.
BELGIQUE : S.A. FEMMES D'AUJOURD'HUI, 65, rue de Hennin, B 1050 BRUXELLES - Tél. 47-69-29. CCP BRUXELLES 1882-34.

Tarif :
1° 6 mois - 24 numéros.
67 FF - 670 FB - 67 FS - Autres pays : 82 FF.
2° 1 an - 48 numéros.
123 FF - 1 230 FB - 123 FS - Autres pays : 153 FF.
3° 1 an - 48 numéros, 3 reliures dont 1 gratuite.
159 FF - 1 590 FB - 159 FS - Autres pays : 198 FF.
4° 2 ans - 96 numéros, 6 reliures dont 2 gratuites.
302 FF - 3 020 FB - 302 FS - Autres pays : 350 FF.

RELIURES :
FRANCE : 18 F chez tous les dépositaires ou Franco.
BELGIQUE : 195 FB chez les dépositaires ou auprès de l'A.M.P., 1, rue de la Petite-Ile, 1070 BRUXELLES. CCP 416-69.
SUISSE : 18 FS chez tous les dépositaires.

NOTE A NOS ABONNÉS :
1° Les abonnements peuvent être pris à partir du n° 194 (nouvelle série Historia Magazine-Guerre d'Algérie) ou du numéro en cours.
2° Les souscripteurs au tarif n° 4 s'engagent pour la totalité de la collection. Ils ont la possibilité d'effectuer leur règlement en deux fois : à la souscription : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF ; au 48e numéro : 157 FF - 1 570 FB - 157 FS - Autres pays 180 FF.
3° Tout souscripteur ayant choisi notre tarif avec reliure recevra avec ses premiers numéros les 3 reliures nécessaires pour relier 48 numéros.
4° La publication est hebdomadaire, mais en juillet et en août il ne paraîtra que deux numéros par mois.
5° Toutes nos revues sont expédiées sous carton fort et bénéficient par conséquent d'un maximum de protection.
6° Pour toute correspondance relative à votre abonnement (changement d'adresse, réclamation, renouvellement), envoyez-nous l'étiquette collée sur notre dernier envoi, elle porte toutes les références vous concernant.
7° Toute demande de changement d'adresse doit être accompagnée de 2 F en timbres.

CHRONOLOGIE
Mai 1958

EN FRANCE ET DANS LE MONDE
(1er au 12 mai)

1er, 2 : congrès national de la S.F.I.O. - Refus de participer au cabinet Pleven.
L'Égypte reçoit une aide américaine.
Manifestation peroniste en Argentine.
État d'urgence proclamé à Aden.

3 : les États-Unis rejettent le plan Rapacki.

4 : élection du président Camargo en Bolivie.
Extension des grèves en Italie.

5 : le congrès du parti communiste chinois attaque Tito et son régime.

6 : protestation pakistanaise contre l'Inde au Conseil de sécurité.

7 : accord commercial. République arabe unie-République fédérale allemande.

8 : M. Pleven tente de nouveau sans succès de former un gouvernement.
Visite de J.F. Dulles à Berlin-Ouest.
Mohammed V promulgue une charte de la monarchie constitutionnelle. M. Balafrej forme le gouvernement.
Robert Lacoste est décoré de la croix de la valeur militaire.

9 : René Coty fait appel à Pierre Pflimlin pour constituer le gouvernement.
Message du général Salan au président Coty.
Le F.L.N. annonce l'exécution de trois soldats français prisonniers.
Khrouchtchev accepte des négociations sur le contrôle de l'arrêt des expériences atomiques.

10 : voyage (27 avril-16 mai) de Richard Nixon en Amérique latine. Nombreuses manifestations anti-américaines.

11 : le parti radical de M. Caramanlis l'emporte aux élections législatives grecques.
Rupture des relations commerciales Chine-Japon.
Violente attaque de la Pravda *contre la Yougoslavie.*
A. de Serigny lance un appel au général de Gaulle dans l'hebdomadaire d'Alger Dimanche Matin.
Le 3e régiment de parachutistes coloniaux est ramené à Alger.

12 : M. Lacoste évoque, à Périgueux, l'éventualité d'un « Dien Bien Phu diplomatique » en Algérie.
Voyage de Gomulka à Budapest : il condamne le révisionnisme.
Protestation du Comité de vigilance algérien contre l'éventuelle investiture de Pflimlin.
Victoire des conservateurs au Canada.
Constitution définitive du cabinet Pflimlin.

(A suivre.)

NOTRE PROCHAIN NUMÉRO



13 MAI : INSURRECTION EN ALGÉRIE

Sommaire

● Il était une fois le 13 mai
Le plus proche collaborateur du général Salan fait le récit des derniers jours fiévreux qui précédèrent l'insurrection d'Alger. Son témoignage permet de situer dans quelles conditions le G.G. fut pris d'assaut et comment le commandant en chef réussit à reprendre fermement en main le contrôle des événements.

● Et ce fut la révolution
« Français d'Algérie, il est 13 heures, la grève totale a commencé. Le boulevard Laferrière est un Niagara humain. » Lagaillarde, leader des étudiants, en tenue de para, harangue la foule : « C'est le grand jour ou jamais ! » Alger va prendre les choses en main jusqu'au bout. C'est l'heure de la « grande donnade ».

● On prit le G.G.
Salan se recueille devant le monument aux morts. La foule crie : « L'armée au pouvoir ! » « Tous au G.G. ! », hurle Lagaillarde. Les plans, minutieusement élaborés, ont-ils été tournés ? Le G.G. est pris. Un Comité de salut public est créé ; il adresse un appel direct à l'ancien chef de la France libre. Paris va-t-il réagir ?

● Et les paras ?
Un nom d'officier revient souvent au cours de cette journée. Il sera présent au G.G. toute la nuit. Il mettra en place un dispositif pour empêcher toute intervention des unités envoyées sur Alger par ordre de Paris. Il apporte un témoignage.

Imprimé en France - Imp. GEORGES LANG, 11, rue Curial, Paris. Dépôt légal 3e trim. 1972 ...

39°6 SAMEDI A ORAN
HIER, 29° MAXIMUM



L'ECHO DE L'ORANIE | 20 Francs | L'ECHO DU CHELIF



GLORIEUX ANNIVERSAIRE DE LA 13e D.I. AU TELAGH

15.000 Musulmans, en un cortège grandiose manifestent leur fidélité au Drapeau

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL
RENÉ PERNOUD

A la tribune officielle : M. SID CARA, secrétaire d'Etat, le général CONZE, commandant la 13e D.I., M. LAMBERT, I.G.A.M.E. d'Oran, le général PAQUETTE. (Photo Claude SOLA)

SUITE PAGE 6
(GLORIEUX ANNIVERSAIRE)

Le général CONZE prononçant son allocution.

APRES L'ASSASSINAT DE TROIS SOLDATS PAR LE F.L.N.

PROTESTATION SOLENNELLE DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

« contre ce crime odieux »

La Médaille Militaire et la Croix de la Valeur Militaire sont conférées à titre posthume aux trois martyrs

SUITE PAGE 6
(PROTESTATION SOLENNELLE)

Le colonel Bigeard, à l'occasion de l'inauguration du Centre d'entraînement à la guerre subversive :

« C'EST ICI LA MAISON DE LA FOI. JE VEUX VOUS VOIR PARTIR GONFLÉS A BLOC »

M. CHABAN-DELMAS : « Il n'y aura pas de solution politique et humaine tant que régnera la terreur. Je ne connais pas d'autre moyen de la faire cesser que d'abattre l'ennemi. C'est à notre portée »

(DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL : CHARLY FINALTERI)

La maison de la foi

SUITE PAGE 6
(CENTRE SPÉCIAL)

UN CHARNIER DÉCOUVERT PRÈS D'AFLOU



Le défilé des territoriaux du Telagh : aussi martiaux et disciplinés que leurs aînés.

DERNIÈRE MINUTE

LA TENSION POLITIQUE CROIT A ALGER

Les associations patriotiques et les partis nationaux lancent un appel à la grève générale pour demain après-midi

SUITE PAGE 6
(TENSION)

Oran a rendu un émouvant hommage à la Sainte de la Patrie

« Dans son sang, la France trouve une force de vivre qui l'empêche de sombrer ! » ... a souligné le prédicateur de la cathédrale

Autour de la statue équestre

SUITE PAGE 6
(JEANNE D'ARC)

Une vue de la cérémonie, à la sortie de la messe de la Cathédrale.

LES NOUVEAUX MODELES DE LA FOIRE DE PARIS

LE TERRORISME EN ORANIE

Deux attentats font deux morts à Sidi-Bel-Abbès

Une grenade qui n'éclate pas dans un garage, à Oran

Charrier harcelé

69 rebelles mis hors de combat dans le secteur d'Oued-Zenatti

Près de Franchetti

Un camion du 60e G.M.S. tombe dans une embuscade

Un mort

Air-Maroc achète une « Caravelle »



Le gouvernement marocain recevra l'investiture ce matin à Rabat

Incendie monstre à Bou Sfer

Les pompiers d'Oran sur les interventions

A LA COUR D'ASSISES D'ORAN

Dix ans de travaux forcés aux auteurs du fric-frac Bendayan

Réquisitoire en 3 actes et 14 tableaux

SUITE PAGE 6
(COUR D'ASSISES)

A quelques jours du 13 mai, « l'Écho d'Oran » alerte brusquement ses lecteurs sur l'aggravation de la situation politique. L'inauguration même du centre d'entraînement des parachutistes de Philippeville par M. Chaban-Delmas donne l'occasion à ce dernier de préciser publiquement les positions politiques du parti auquel il appartient et de prendre contact avec les gaullistes à Alger.